

# Bulletin sur l'insolvabilité

# Insolvency Bulletin

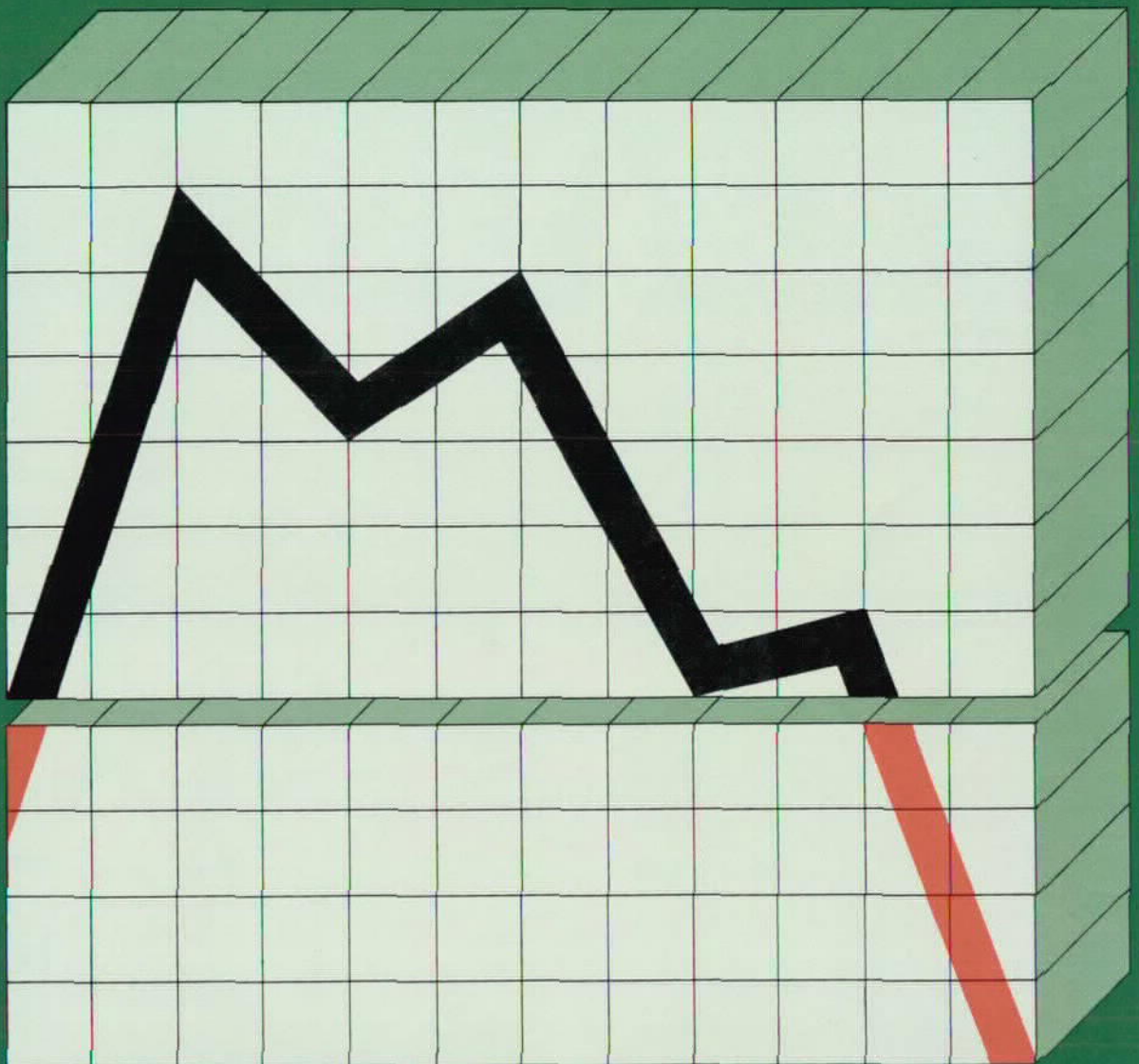
Publié par le Bureau du  
Surintendant des faillites

Issued by the office of the  
Superintendent of Bankruptcy

4<sup>ème</sup> trimestre 1993  
vol. 13 n<sup>o</sup> 4

4th trimester 1993  
Vol. 13 No. 4

## Canada



Insolvency

# BULLETIN

sur l'insolvabilité

---

4<sup>ème</sup> trimestre 1993  
vol. 13 n<sup>o</sup> 4

4th trimester 1993  
Vol. 13 No. 4

---



Industrie Canada

Industry Canada

## BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le  
Bureau du Surintendant des faillites,  
Industrie Canada.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement quatre fois par année. Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à la coordonnatrice.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

### **Renseignements:**

Direction des faillites  
Place du Portage, Phase II  
165, rue Hôtel de Ville  
Niveau commercial  
Hull (Québec)  
K1A 0C9

Abonnements et adresses :  
Francine Emery, (819) 994-4743

Statistiques :  
Monique Leclair, (819) 994-4749

Éditeur responsable :  
Henri Massüe-Monat, (819) 997-3825

Télécopieur :  
(819) 953-3345

## INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the  
Office of the Superintendent of Bankruptcy,  
Industry Canada.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published four times a year. Subscription requests and all correspondence should be addressed to the coordinator.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

### **For Information:**

Bankruptcy Branch  
Place du Portage, Phase II  
165 Hôtel de Ville Street  
Commercial Level  
Hull, Quebec  
K1A 0C9

Subscriptions and addresses:  
Francine Emery, (819) 994-4743

Statistics:  
Monique Leclair, (819) 994-4749

Editor:  
Henri Massüe-Monat, (819) 997-3825

Fax:  
(819) 953-3345

---

# Table des matières

# Table of Contents

---

La première année de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité : perspective en matière de politique et de réglementation <i>par George F. Redling</i> . . . . .	381	The First Year of the Bankruptcy and Insolvency Act: the Policy and Regulatory Perspective <i>by George F. Redling</i> . . . . .	381
Décision disciplinaire <i>Le Surintendant des faillites et Normand Bourque et Normand Bourque Syndic Ltée</i> . . . . .	393	Disciplinary Decision <i>The Superintendent of Bankruptcy and Normand Bourque and Normand Bourque Syndic Ltée</i> . . . . .	393
Statistiques — faillites et séquestres		Statistics — Bankruptcies and Receiverships	
juillet 1993 . . . . .	417	July 1993 . . . . .	417
août 1993 . . . . .	425	August 1993 . . . . .	425
septembre 1993 . . . . .	433	September 1993 . . . . .	433
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites . . . . .	A-1	Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy . . . . .	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse . . . . .	A-2	Notice to Publisher of Change of Address . . . . .	A-2

---

# La première année de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité : Perspective en matière de politique et de réglementation

---

par George F. Redling\*

---

## Introduction

---

À l'approche du premier anniversaire de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (la Loi), on est généralement d'accord pour dire que sa mise en œuvre s'est faite relativement sans heurts.

Les modifications, qui sont entrées en vigueur le 30 novembre 1992, visent à améliorer le processus de la faillite et à lui insuffler une nouvelle dynamique. Elles cherchent à moderniser un cadre conçu il y a plus de 40 ans et à tenir compte d'un environnement de plus en plus concurrentiel qui exige un système plus efficace, plus transparent et mieux adapté aux besoins des intéressés.

La relation créanciers/débiteur demeure toujours la base de la Loi en matière de faillite et de liquidation. On a ajouté des dispositions sur la réorganisation des entreprises, dans une structure de «freins et contrepoids», afin de tenter, par la négociation, de sauver des entreprises viables et de maximiser les résultats. Des principes semblables ont été établis pour l'insolvabilité personnelle et des efforts devront être faits pour la réhabilitation des débiteurs individuels.

---

\* Discours prononcé par George F. Redling, Surintendant des faillites, à l'Institut d'insolvabilité le 25 octobre 1993.

---

# The First Year of the Bankruptcy and Insolvency Act: The Policy and Regulatory Perspective

---

by George F. Redling\*

---

## Introduction

---

The general consensus as the *Bankruptcy and Insolvency Act* (the Act) approaches its first anniversary appears to be that its implementation has gone relatively smoothly.

The amendments to the Act which came into force on November 30, 1992, sought to bring improvements and a new dynamic to the insolvency process. They were intended to modernize an insolvency framework conceived over 40 years ago and to reflect an increasingly competitive environment which demands greater efficiency, transparency and relevance to the needs of stakeholders.

The Act continues as a creditor/debtor driven framework for bankruptcy and liquidation. The dimension of reorganization for business within a structure of checks and balances has been added with the intent being to provide for the salvage of viable enterprises and maximize returns through negotiation. Similar principles were applied to personal insolvency together with mandatory efforts at rehabilitation of individual debtors.

---

\* Speech given by George F. Redling, the Superintendent of Bankruptcy, to the Insolvency Institute on October 25, 1993.

---

Les droits et les responsabilités des créanciers et des débiteurs ont été rééquilibrés et la divulgation de renseignements a été élargie pour favoriser de meilleures négociations. Le législateur a aussi simplifié les procédures et introduit des modifications de nature technique pour moderniser le régime.

Bien qu'il soit prématuré de tirer des conclusions après moins d'un an d'activités, ces quelques mois nous ont permis de recueillir des données préliminaires et d'acquérir un brin d'expérience. Ces données témoignent d'une utilisation régulière et croissante des nouvelles dispositions qui permettra, à la longue, d'en analyser l'incidence. Elles révèlent aussi que certaines dispositions devront être discutées et peut-être modifiées. Le processus d'évaluation et la deuxième étape de la réforme ont déjà été mis en marche par Industrie Canada, notre nouveau ministère, et par les personnes qui œuvrent dans le domaine de l'insolvabilité, dans le cadre du Comité consultatif sur la faillite et l'insolvabilité (CCFI).

---

## Observations

---

L'information disponible aujourd'hui nous donne une image précise du nombre de cas, de la pratique et des tendances, et cette information, de même que les premiers dossiers et les données préliminaires, souligne l'émergence de certaines préoccupations. Les chiffres, cependant, ne disent pas tout et il faudra consulter les spécialistes et les autres intéressés pour les interpréter. Le Bureau du surintendant des faillites étudie en profondeur tous les dossiers de propositions et un certain nombre de dossiers de faillites pour en extraire des données empiriques. Ces données seront transmises au CCFI et pourront être consultées par toutes les parties intéressées.

### *Réorganisations commerciales selon la section I*

Du 30 novembre 1992 à la mi-juillet 1993, 585 propositions ont été présentées selon la section I, soit 380 par des sociétés et 205 par des particuliers. En outre, durant cette période, environ 30 demandes ont été déposées en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC). Pour une période identique dans l'année précédente, 100 sociétés ont soumis des propositions. Ceci

A re-balancing of the rights and responsibilities of creditors and debtors was introduced together with greater disclosure to allow improved negotiations. The amendments also brought a streamlining of procedures and technical amendments to modernize the system.

While it is premature to draw conclusions after less than a year of operation, that year has started to give us raw data and early experience. They indicate a steady and growing use of the provisions that, over time, will allow analysis of their impact. They also reveal areas that require debate and possible adjustment. That process of assessment and Phase II reform has already been put in place by Industry and Science Canada, our new Department, and the insolvency community through the Bankruptcy and Insolvency Advisory Committee (BIAC).

---

## Observations

---

The information available, at this time, provides a snap-shot of general volumes, trends and usage, and together with early cases and anecdotal evidence, highlights some issues that seem to be emerging. The numbers, however, do not entirely speak for themselves and will require the collective expert opinion of practitioners and other stakeholders for their interpretation. The Office of the Superintendent of Bankruptcy is undertaking an exhaustive and comprehensive survey of individual files that will extract empirical information from all proposal files and a sample of bankruptcy files. This information will feed into BIAC and will be available to any interested party.

### *Commercial Reorganization: Division I*

From November 30, 1992 to mid-July 1993, 585 Division I proposals were initiated — 380 by corporations and 205 by individuals. During this period there were approximately 30 applications filed under the Companies' Creditors Arrangement Act (CCAA). For the same eight and one half month period one year earlier, some 100 corporations filed proposals. This

---

représente une augmentation de 280 p. 100 de l'utilisation de propositions par des sociétés dans le cadre de la Loi.

À la mi-juillet 1993, environ 71 p. 100 des propositions survivaient encore, c'est-à-dire qu'elles étaient en cours de négociation ou d'exécution après avoir été acceptées. Seulement 9 p. cent des sociétés ayant opté pour la réorganisation et qui ont déposé des propositions n'ont pas réussi à les faire accepter par leurs créanciers. Les autres ont échoué pour des raisons telles que ne pas avoir déposé de proposition ou d'état de l'évolution de l'encaisse. Cette statistique indique donc un bon départ pour ces dispositions législatives. Toutefois, le vrai taux d'acceptation par les créanciers ne sera connu que lorsque chacune de ces propositions sera en voie d'exécution.

On pourra dire que la LFI est un succès lorsqu'elle aura permis de mettre en place, comme le stipule son mandat, un processus efficace et efficient de traitement de la faillite axé sur le marché et adapté à ses exigences. Ce succès devrait refléter la mesure par laquelle la Loi a créé un cadre adéquat permettant aux débiteurs et créanciers de négocier une affectation efficace des ressources et assurant un traitement équitable à tous les participants. Le nombre de propositions selon la section I est régulier et se situe à environ soixante-dix par mois. Par conséquent, le processus semble accessible et utilisé dans le but prévu, c'est-à-dire procurer le temps, la transparence et la structure nécessaires pour les négociations.

Bien que les modifications aient encouragé les débiteurs à utiliser davantage les propositions, il faudra faire plus qu'identifier le nombre de propositions et la pratique pour mesurer l'efficacité de la Loi. On devra attendre que les données soient plus complètes et que les propositions soient analysées pour juger s'il y a un bon équilibre entre les droits et les obligations des parties pour assurer une affectation efficace des ressources. Il faudra aussi définir en quoi consiste une réorganisation réussie pour pouvoir dire lesquelles sont un succès. Pour compléter le processus d'évaluation, il faudra enfin examiner les coûts administratifs, les effets secondaires sur le marché en ce qui concerne, par exemple, les coûts et les pratiques en matière de prêt, ainsi que les comportements stratégiques qui pour-

indicates a 280% increase in proposal use by corporations under the BIA.

By mid-July 1993, some 71% of the proposals were still surviving, that is, either in negotiation or underway as an accepted proposal. Of the corporations that have opted for reorganization, and have actually filed proposals, only nine percent have thus far failed to gain creditor acceptance. The remainder have failed for reasons such as failing to file a proposal or cash flow statement. This figure indicates a good start to the legislation but until each proposal runs its course the actual rate of proposal acceptance will not be known.

It should be noted that success should be measured against the BIA's mandate of creating an effective and efficient insolvency process which is market driven and responsive. Success should be a measure of whether the Act created an effective framework where debtors and creditors could negotiate an effective allocation of resources and all participants were equitably treated. The number of Division I proposals has been steady, averaging about seventy per month. The process, therefore, appears to be accessible and used for what it was designed for, that is, provide the time, transparency and structure for negotiations.

While the amendments have encouraged greater use of proposals, an assessment of the Act's efficiency will take more than simply identifying volumes and usage. The question of whether the balance is right to ensure an efficient allocation of resources will require more complete data and evidence as well as an analysis of individual proposals. A definition of success for a reorganization will also have to be developed as a bench-mark. Examining administrative costs, secondary market affects such as lending costs and practices, and strategic behaviour that may be generated will also be useful in the assessment process. This provides a strong justification to analyze the performance of the Act not by statistics

---

raient s'ensuivre. Pour toutes ces raisons, il est nettement préférable d'analyser le rendement de la Loi en consultant aussi des experts par l'intermédiaire du CCFI, plutôt qu'en se fiant exclusivement aux statistiques.

---

## **Insolvabilité relative à l'exploitation d'un commerce**

---

Nous examinerons maintenant quelques questions relatives à l'insolvabilité qui ont été identifiées et qui seront étudiées par le CCFI.

### *Réorganisations*

Certains craignaient que le processus de réorganisation entraîne un grand nombre de requêtes et d'actions devant les tribunaux. Cependant, jusqu'à présent, on n'a pas eu recours aux tribunaux autant qu'on le croyait.

#### *a) État de l'évolution de l'encaisse*

L'état de l'évolution de l'encaisse est considéré comme un important mécanisme de prévention des abus, visant à permettre aux créanciers de voir comment les débiteurs géreront leurs affaires durant la période de suspension des procédures et d'évaluer la viabilité des propositions. Avant l'entrée en vigueur de la LFI, certains spécialistes s'attendaient à ce que l'état de l'évolution de l'encaisse soit coûteux à dresser et que bien des propositions échouent à cause de l'incapacité de produire ces documents. Or, seulement cinq pour cent des propositions soumises en vertu de la section I, au cours des huit premiers mois et demi d'application de la Loi, ont échoué parce que le proposant n'a pas déposé ce document. Fait à signaler, l'Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité a répondu aux exigences de la Loi en énonçant sa norme de pratique professionnelle n° 10 qui indique aux syndicats les paramètres à suivre dans la rédaction de leur rapport à ce sujet.

Bien que l'état de l'évolution de l'encaisse semble atteindre son objectif en obligeant les débiteurs à divulguer leurs actifs, certains se demandent si les créanciers se fient à ce document pour évaluer la

alone but to include expert opinion that is forthcoming through BIAC.

---

## **Issues: Commercial**

---

The following section illustrates some insolvency issues that have been identified and are on BIAC's agenda for review.

### *Reorganizations*

Concerns were expressed prior to the implementation of the BIA that the courts would be inundated by applications and cases resulting from the reorganization process. The need for court involvement to date does not appear to have been as great as some feared.

#### *a) Cash Flow Statements*

The cash flow statement was seen as an important anti-abuse mechanism to allow creditors to see how the debtor will conduct business during the stay period and to assess the proposal's viability. Prior to the enactment of the BIA, it was expected by some practitioners that the cash flow statement requirements would be onerous and that proposals would fail for lack of the ability to produce this document. A survey of the first eight and a half months of Division I proposal filings indicates that only five percent of proposals have failed due to the lack of filing of a cash flow statement. It is noteworthy that the Canadian Insolvency Practitioner's Association responded to the requirements by formulating its Standard of Professional Practice (No. 10) that provides guidelines on how a trustee's report on the cash flow statement is to be conducted.

While the cash flow statement appears to be meeting its objective by requiring debtors to disclose their assets, questions have been raised whether they are being relied on by creditors to



---

viabilité des propositions. Certains praticiens en insolvabilité ont fait observer que les créanciers ne demandent pas les documents ou renseignements qui sont pourtant disponibles ou ne semblent pas en connaître l'existence. Il faudrait peut-être modifier l'avis d'intention pour préciser qu'un état de l'évolution de l'encaisse sera disponible dans dix jours.

*b) Critiques au sujet des nouvelles dispositions*

Lorsqu'on ajuste le cadre ou les règles du jeu de l'économie, il faut tenir compte du fait que certains intéressés risquent de se voir imposer un fardeau plus lourd que d'autres. Les locataires prétendent que les nouvelles dispositions constituent un recul pour eux et qu'elles leur imposent un fardeau inéquitable.

Deux causes, *Janpar* et *Telesat Mobile* ont permis d'établir les conditions que les locataires doivent remplir pour faire confirmer une résiliation de bail. La LFI exige que les locataires prouvent qu'ils ne peuvent pas soumettre de proposition viable sans résiliation de bail. La CCFI se propose d'étudier cette question et ce qu'il faut faire pour que le régime soit équitable, tout en procurant un gain net aux créanciers. Il est à signaler que la cause *Janpar* a aussi permis de confirmer la constitutionnalité des dispositions pertinentes de la LFI.

*c) Propositions selon la section I soumises par des particuliers*

Environ 35 p. 100 des propositions conformes à la section I sont déposées par des particuliers. Bien que beaucoup d'entre elles puissent se rapporter à une insolvabilité reliée à l'exploitation d'un commerce, les groupes de travail du CCFI sur les propositions de consommateurs et d'entreprises exploreront ce phénomène pour voir s'il n'y a pas lieu de modifier la Loi ( en ce qui concerne, par exemple, le seuil de 75 000 dollars pour les propositions présentées selon la section II). Tant que nous ne connaissons pas mieux le profil des particuliers qui soumettent des propositions, il sera trop tôt pour tirer des conclusions.

assess viability. Some insolvency practitioners have observed that creditors are not asking for available documents and information and may not be aware of it. One possible solution would be to alter the notice of intention form to contain a statement that a cash flow statement would be available in 10 days.

*b) Those Adversely Affected by the Provisions*

The major concern that should be addressed whenever the economic framework or playing field is adjusted is that some interests, more than others, bear the brunt for allowing the new system to work. Landlords are claiming that they have lost ground under the new provisions and bear an inequitable burden.

Two cases, *Janpar* and *Telesat Mobile* consider the conditions which a tenant must meet in order to have a lease repudiation confirmed. The BIA requires the tenant to show that a viable proposal could not be made without the repudiation. It is the purpose of BIAC to consider the issue and what needs to be done to ensure equity in the system while at the same time provide net gains for creditors. It is noteworthy that *Janpar* has also confirmed the constitutionality of these BIA provisions.

*c) Division I Filings by Individuals*

Some 35% of Division I proposals are filed by individuals. While many may be business related insolvencies, the BIAC working groups on consumer and commercial proposals will explore this phenomena and whether adjustments may be needed (e.g. to the \$75,000 threshold for Division II proposals). Until there is further information on the profile of individuals filing it is too early to draw any conclusions.

---

d) *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC)*

Le Canada possède actuellement deux régimes d'insolvabilité pour les réorganisations commerciales, le plus flexible étant celui de la LACC et le plus structuré, celui de la LFI. On s'est demandé jusqu'ici si les deux étaient nécessaires, s'il ne faudrait pas limiter la LACC aux grandes réorganisations, en établissant un seuil, par exemple, et s'il ne faudrait pas ajouter à la LFI des dispositions qui la rendraient plus flexible dans certains cas.

La flexibilité de la LACC est-elle compatible avec la nécessité d'affecter de nouveau les actifs à un usage productif d'une manière ordonnée et efficace? Le CCFI examinera les relations entre les deux lois, les conséquences qu'entraînerait la poursuite de leur coexistence et les profils des réorganisations réussies effectuées en vertu de la LACC et de la LFI.

*Mises sous séquestre*

L'enregistrement des mises sous séquestre a pour but de les faire entrer dans un régime d'insolvabilité public où leur usage et leur incidence peuvent être suivis et évalués. Le nombre de mises sous séquestre signalées a été plus faible que prévu et cela constitue un problème. Selon les évaluations précédentes, le rapport entre les mises sous séquestre et les faillites commerciales variait entre une sur une et deux sur une. Or, cette année, environ 1 034 mises sous séquestre furent signalées contre plus de 7 948 faillites commerciales. Cet écart s'explique peut-être par la nouveauté des dispositions et le fait qu'elles sont peu connues, ce qui influe sur la façon dont les affaires sont traitées (pensons, par exemple, à l'incidence accrue des mises sous séquestre «à l'amiable» où le débiteur est encouragé à disposer de ses actifs, de sorte que le créancier garanti n'est pas assujéti aux dispositions de la LFI), à moins que les évaluations précédentes aient été fausses.

Les solutions qui s'offrent au Surintendant pour remédier à cette situation sont les suivantes : faire valoir les dispositions pertinentes de la Loi auprès des créanciers et des praticiens, demander aux tribunaux de clarifier la définition de séquestre et

d) *Companies' Creditors Arrangement Act (CCAA)*

Canada currently has two insolvency regimes for commercial reorganization, the more flexible CCAA and the more structured BIA. The debate has focused on whether both are needed, whether the CCAA should be limited to large reorganizations possibly through a defined threshold, or whether the BIA should adopt provisions that provide greater flexibility for appropriate cases.

Is the flexibility of the CCAA consistent with the orderly and efficient return of assets to productive use? BIAC will examine the interrelationship between these two acts the consequences of their continued coexistence and the profiles of successful reorganizations under both the CCAA and the BIA.

*Receiverships*

The purpose of registering receiverships was to bring them into an open insolvency system where their usage and impact could be followed and assessed. The number of reported receiverships has been lower than expected and this has become an issue. Previous estimates concluded that the ratio of receiverships to commercial bankruptcies ranged anywhere from one to one, to two to one. This year has experienced roughly 1,034 reported receiverships compared to over 7,948 business bankruptcies for the same period. This discrepancy can be explained either as a function of the newness of the provisions and lack of awareness, altering the way business is conducted (e.g. increased incidence of soft receiverships where the debtor is encouraged to dispose of assets and the secured creditor remains outside of the BIA provisions), or perhaps that the previous estimates were erroneous.

Approaches available to the Office of the Superintendent to remedy this situation are: to publicize the relevant provisions of the legislation with creditors and practitioners; intervene in court to seek clarification of the definition of receiver; and promote com-

---

promouvoir la conformité par la mise en application, s'il y a lieu, de mesures d'exécution. Le CCFI étudie cette question.

#### *Fournisseurs impayés*

Certains prêteurs s'inquiètent du fait que les dispositions sur les fournisseurs impayés réduisent leurs garanties et craignent qu'elles entraînent une réévaluation des marges de crédit. Cependant, une grande banque a déclaré récemment que les modifications n'avaient pas affecté ses pratiques en matière de prêts et ne l'avaient pas amenée à restreindre le crédit. Ces arguments avaient aussi été présentés au Comité permanent de la Chambre des communes avant la sanction royale. Rien ne permet encore de conclure que ces affirmations sont fondées.

Parmi les autres questions à étudier, il y a celle du coût de la remise des marchandises aux fournisseurs, de la définition de marchandises dans le «même état» et de l'insuffisance possible du délai dans lequel les fournisseurs sont avisés, s'ils veulent récupérer leurs marchandises le plus complètement possible. Le CCFI examine cette question et travaille sur un rapport définitif, qu'il compte soumettre au Comité parlementaire en 1995, dans lequel il présentera des preuves empiriques à l'appui de ses conclusions et, s'il y a lieu, des recommandations visant à améliorer la situation actuelle.

#### *Responsabilité environnementale*

Afin de promouvoir l'administration des cas ayant une incidence environnementale, la Loi prévoit une protection contre la responsabilité environnementale personnelle qui pourrait être attribuée aux syndicats. Certains semblent encore hésiter à assumer la responsabilité des actifs ayant une incidence environnementale. Même si cette question n'a rien à voir avec l'insolvabilité en soi, ils craignent que la définition de la diligence raisonnable les expose à être tenus responsables des dommages causés à l'environnement.

À la deuxième réunion du CCFI, un sous-groupe de travail se rapportant au groupe de travail sur les faillites commerciales a été formé pour s'occuper des questions environnementales. Des fonctionnaires d'Industrie Canada, d'Environnement Canada et des

pliance where appropriate through enforcement. BIAC is examining this issue.

#### *Unpaid Suppliers*

Some credit grantors are concerned that the presence of provisions for unpaid suppliers has reduced their security and caused a re-assessment of margins. One major bank has, however, recently stated that the amendments have not affected their lending practices or caused restrictions on credit. These arguments were also presented to the House of Commons Standing Committee prior to Royal Assent. Conclusive evidence to accept or reject these assertions has yet to be developed.

Other issues include the cost of returning goods to suppliers, the definition of "same state of goods", and whether suppliers are being notified with enough time to maximize their returns. BIAC is examining this issue and is working toward a final report for the Parliamentary Committee for 1995 which will include empirical evidence to substantiate claims and, if warranted, a set of recommendations on how to improve the present situation.

#### *Environmental Liability*

In order to promote the administration of environmentally sensitive cases the Act provides protection against a trustee's personal environmental liability. There still appears to be some hesitation on assuming the responsibility of environmentally affected estates. There is concern that the definition of due diligence, even though not an insolvency issue per se, continues to expose trustees to environmental liability.

At BIAC's second meeting, a task force under the Commercial Insolvency working group was established to address environmental issues. Officials from Industry and Science Canada, Environment Canada

---

représentants du secteur privé doivent participer aux travaux de ce sous-groupe de travail.

---

## **Insolvabilité de consommateur**

---

### *Propositions de consommateur*

Les propositions de consommateur ont été introduites pour offrir un choix entre un processus de restructuration de la dette et la faillite. Entre décembre 1992 et août 1993, 1 287 propositions de consommateur selon la section II ont été déposées, comparativement à 41 856 faillites de consommateur. Les consommateurs sont-ils suffisamment incités à choisir la solution plus onéreuse des paiements à long terme de préférence à la solution plus rapide et plus facile de la faillite? Il semblerait que la structure des incitations ne soit pas encore optimale pour les débiteurs et les spécialistes.

Selon une récente étude des propositions de consommateur déposées dans la région de London, entre décembre 1992 et la fin de juillet 1993, 223 propositions de consommateur ont été déposées, dont 212 survivent et sont exécutées conformément aux conditions qui y sont énoncées. Bien que ces chiffres puissent changer avec le temps et à mesure que chaque cas progresse, les taux de survie préliminaires sont encourageants. À l'échelle du Canada, il semblerait qu'ils soient comparables à ceux de London et s'établissent à plus de 80 p. 100.

### *Consultations*

Le comité de la Chambre des communes qui a examiné le projet de loi C-22 a recommandé des consultations obligatoires et le Parlement a adopté cette recommandation. Les modifications apportées dans le domaine de l'insolvabilité des consommateurs, notamment celles mettant l'accent sur la réhabilitation, ont apporté une nouvelle dynamique au processus. Le rôle du syndic a été étendu et on a beaucoup discuté de la délégation en matière de consultation et du rôle et de la participation personnelle des syndics dans l'évaluation des droits, des obligations et des responsabilités du débiteur, le tout conformément aux instructions du Surintendant. Parce que la dimension de la réhabilitation du débiteur a été ajoutée à la LFI, on s'est aussi

and private sector representatives are to participate on this task force.

---

## **Issues: Consumer**

---

### *Consumer Proposals*

Consumer proposals were introduced to provide a process to restructure debt and as an alternative to bankruptcy. From December 1992 to August 1993 there have been 1,287 consumer proposals filed under Division II as compared to 41,856 consumer bankruptcies. Is there sufficient incentive for consumers to choose the more onerous route of longer term payments over a quicker and easier bankruptcy? It would appear that an optimal incentive structure, both from the perspective of the debtor and the practitioner, has yet to be developed.

A recent study of consumer proposals in the London area has concluded that, from December 1992 to the end of July 1993 there were 223 consumer proposals filed of which 212 are surviving and meeting the terms of the proposal at this time. Although these numbers may change over time and as each case progresses, the preliminary survival rates are encouraging. It would appear that, nationally, that rate is comparable to the London experience, probably greater than 80%.

### *Counselling*

The House of Commons committee examining Bill C-22 recommended mandatory counselling which was passed by Parliament. The amendments in the consumer insolvency area, notably the focus on rehabilitation, have brought a new dynamic to the process. The role of the trustee has been expanded and much debate has been devoted to the issue of delegation of counselling and the trustees' personal role and involvement in assessing a debtor's rights, obligations and responsibilities set out in the Directive. Because the dimension of rehabilitation of the debtor has been added to the BIA the question has also been raised whether the provisions require relevant skills which should be reflected in the trustee licensing policy. Does the direction set by the legisla-

---

demandé si les dispositions exigeaient du syndic certaines capacités dont la politique sur l'émission des licences de syndics devrait tenir compte. L'orientation donnée par la Loi justifierait-elle l'émission de «licences pour syndics de consommateur»?

#### *Libération automatique*

Les dispositions sur la libération automatique visent à simplifier le processus à suivre dans le cas des particuliers qui font faillite pour la première fois. Certains créanciers, cependant, s'opposent systématiquement aux libérations automatiques, limitant ainsi l'efficacité des dispositions visant à simplifier ce processus. Cette attitude s'explique peut-être par le fait que certains créanciers jugent qu'on ne leur donne pas assez d'information pour prendre une décision appropriée. On a suggéré d'examiner les motifs d'opposition aux libérations et les moyens visant à permettre aux créanciers d'avoir accès à l'information sur laquelle ils se basent pour prendre leurs décisions.

#### *Commentaires généraux sur les questions relatives aux consommateurs et aux commerçants*

Les questions mentionnées ci-dessus sont préliminaires et ne représentent qu'une partie des questions qui se posent. Il y en a d'autres que nous suivons de près et qui surgiront tôt ou tard. Cependant, nous avons mis en place le processus approprié pour les détecter et les régler.

---

### **Processus à suivre pour poursuivre la réforme :**

---

#### *Forum de consultation publique :*

Le projet de loi C-22 a été la première étape d'une réforme graduelle du régime de l'insolvabilité. On a reconnu que le processus de consultation, précédant l'élaboration des modifications à apporter à la politique et à la Loi, doit être institutionnalisé pour être un forum efficace et attirer une bonne participation.

Le Comité consultatif sur la faillite et l'insolvabilité (CCFI) constitue un forum multipartite destiné à évaluer l'incidence du projet de loi C-22, à élaborer des questions pour la deuxième étape et à maintenir

tion warrant consideration of "consumer trustee licenses".

#### *Automatic Discharge*

Automatic discharge provisions were intended to streamline the process of ordinary first time bankruptcies. Some creditors, however, are making blanket objections to automatic discharges which limits the effectiveness of the streamlining provisions. Systematic objections of this type could be a result of some creditors feeling that there is not enough information available to them to make an appropriate decision. It has been suggested that the grounds for opposing discharges be reviewed as well as the means of allowing creditors access to information on which to base a decision.

#### *General Comments on Commercial and Consumer Issues:*

The preceding issues represents only a partial and preliminary list of issues, others are being monitored and will surface. However, we have the right process in place to detect and addressed them.

---

### **Process for Further Reform:**

---

#### *Public Consultative Forum:*

Bill C-22 was intended as an initial step in a phased approach to insolvency reform. It was recognized that the consultation process for the development of policy and legislative amendments had to be institutionalized to make it an effective and participatory forum.

The Bankruptcy and Insolvency Advisory Committee (BIAC) was created as the multi-stakeholder forum to assess Bill C-22's impact, develop issues for Phase II and to maintain the momentum for reform. The

le rythme de la réforme. La structure et le processus du CCFI sont en place et sont bien appuyés par les intéressés et le travail progresse.

Le comité directeur, qui représente bien les personnes qui s'occupent d'insolvabilité, est présidé par le Sous-ministre et s'est réuni deux fois pour établir l'orientation et approuver les plans de travail des groupes de travail suivants :

BIAC structure and process is in place it is well supported by stakeholders and its work is progressing.

The Steering Committee which is broadly representative of the insolvency community is chaired by the Deputy Minister and has met twice to set direction and approve the work-plans for the following working groups:

<b>Groupes et sous-groupes de travail Working Groups (&amp; Task Forces)</b>	<b>Coprésidents (présidents) Co-Chairs (Chairs)</b>
Insolvabilité des consommateurs (biens exemptés, propositions, faillites, consultations) Consumer Insolvency (Exempt Assets, Proposals, Bankruptcies, Counselling)	Barb Godin Marc Mayrand
Commercial (locateurs — questions de bail) Commercial (Landlord — Lease Issues)	Louis Gouin Alan Nymark
Insolvabilité internationale International Insolvency	Bruce Leonard George Redling
Insolvabilité de courtiers en valeurs mobilières Stockbroker Insolvency	David Richardson Jim Buchanan
Priorités et privilèges Priorities and Privileges	Yoine Goldstein David Tobin
Questions d'ordre législatif et technique Legislative and Technical Issues	Frank Bennett Cindy Baker
Comité conjoint sur la faillite Joint Committee on Bankruptcy (JCB)	Marc Mayrand
Responsabilité des directeurs Directors' Liability	Terry Dolan Jacques Hains

Les questions soulevées ici et d'autres aussi sont actuellement sous analyse par les différents groupes de travail, qui sont censés soumettre des rapports préliminaires au comité directeur pour examen lorsqu'il se réunira, en janvier 1994.

Le CCFI bénéficie d'un appui fort et généreux. Le CCFI et ses participants apportent une nouvelle dynamique, une plus grande accessibilité et la transparence nécessaire à la réforme de l'insolvabilité. L'Institut d'insolvabilité du Canada, l'

The examples of issues referred to in the paper together with others are before the working groups for analysis. Preliminary reports are expected for the Steering Committee's review at its meeting in January, 1994.

Support for the BIAC process has been strong and generous. BIAC and its participants bring a new dynamic, greater accessibility and transparency to insolvency reform. The Insolvency Institute, the Canadian Insolvency Practitioners' Association

---

Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité et le Ministère travaillent étroitement pour appuyer le CCFI dans ses efforts en vue d'obtenir les données pertinentes pour mieux comprendre le régime.

---

## Conclusion

---

L'adoption du projet de loi C-22, sa mise en œuvre, le suivi permanent dont il fait l'objet et son amélioration ont été rendus possibles grâce à un partenariat solide et efficace avec les personnes qui œuvrent dans le domaine de l'insolvabilité. Ce projet de loi a été adopté pour favoriser l'élaboration d'un cadre efficace adapté aux besoins des participants du marché.

La disposition prévoyant l'examen de la Loi par le Parlement, trois ans après sa sanction royale, le 23 juin 1992, a été incluse dans le projet de loi C-22 pour maintenir le rythme de la réforme. L'occasion offerte par cet examen ne sera utile que si les parties intéressées maintiennent le processus en vie en tenant le gouvernement au courant des besoins en matière de réforme. Le CCFI constitue un forum unique pour établir le programme des recherches et de la réforme et pour déterminer l'orientation à venir du processus de l'insolvabilité.

(CIPA) and the Department have been working closely to support BIAC in its efforts to obtain relevant data to provide a better understanding of the system.

---

## Conclusion

---

The successful passage of Bill C-22, its implementation, and its ongoing monitoring and improvement has been based on a strong and effective partnership with the insolvency community. The purpose of which has been the development of an effective framework responsive to the needs of market participants.

The three year Parliamentary review provision which had Royal Assent on June 23, 1992 was included in the legislation to maintain the momentum started. The opportunity presented by that review will only be meaningful if interested parties keep the process alive by making the Government aware of the need for ongoing reform. The BIAC provides a unique forum through which to set the agenda for research and reform and to shape the future direction of the insolvency process.

---

# Décision disciplinaire\*

# Disciplinary Decision\*

---

## Le Surintendant des faillites et Normand Bourque et Normand Bourque Syndic Ltée\*\*

Il s'agit d'une affaire mettant en cause monsieur *Normand Bourque et Normand Bourque Syndic Ltée*, titulaires d'une licence de syndic, qui, suite à un rapport du Surintendant des faillites du 9 mars 1992, fait en vertu de l'article 7 de la *Loi sur la faillite* (la Loi), recommandant l'annulation de leur licence de syndic et leur destitution de leurs fonctions de syndic dans tous les actifs administrés par eux, demandent à être entendus par le Ministre de la Consommation et des Affaires commerciales en vertu de l'article 14 de la Loi.

Par délégation de ses attributions, datée du 2 septembre 1992, le Ministre m'a confié, en vertu de l'article 9(3) de la *Loi modifiant la Loi sur la faillite et la Loi de l'impôt sur le revenu* (L.C. 1992 ch. 27), un mandat dans les termes suivants :

« A ces causes, je, Pierre Blais, ministre de la Consommation et des Affaires commerciales, étant le «ministre» tel que défini dans la Loi sur la faillite et tel que mentionné dans la Loi, chargé d'exercer les pouvoirs dévolus et remplir les fonctions conférées par ces lois, par la présente, délègue, en vertu du paragraphe 9(3) de la Loi et selon les conditions précisées à l'annexe du présent acte de délégation, les attributions du ministre conférées par le paragraphe 14(2) de la *Loi sur la faillite* à Maître Guy Letarte, avocat de la Ville de Québec, dans la Province de Québec, afin d'exercer ces attributions relativement aux procédures d'investigation de M. Bourque, individu titulaire de licence, et Normand Bourque Syndic Ltée, personne morale titulaire de licence,

## The Superintendent of Bankruptcy and Normand Bourque and Normand Bourque Syndic Ltée\*\*

This case involves *Normand Bourque and Normand Bourque Syndic Ltée*, licensed trustees, who have asked to be heard by the Minister of Consumer and Corporate Affairs under section 14 of the *Bankruptcy Act* (the Act), pursuant to a report by the Superintendent of Bankruptcy under section 7 of the Act on March 9, 1992, recommending that their licences as trustees be cancelled and they be stripped of their powers as trustees in respect of all estates administered by them.

By a delegation of his powers, duties and functions dated September 2, 1992 under Subsection 9(3) of the *Act to amend the Bankruptcy Act and to amend the Income Tax Act*, S.C. 1992, c. 27, the Minister gave me the following mandate:

### [TRANSLATION]

I, Pierre Blais, Minister of Consumer and Corporate Affairs, being the «Minister» as defined in the *Bankruptcy Act* and, as set out in the Act, responsible for exercising the powers and fulfilling the duties conferred by those Acts, therefore hereby delegate the Minister's powers, duties and functions conferred by subsection 14(2) of the *Bankruptcy Act* to Guy Letarte, a lawyer of the City of Quebec in the Province of Quebec, under subsection 9(3) of the Act and on the terms set out in the Schedule to this delegation, in order that he carry out these powers, duties and functions in relation to the investigation of Mr. Bourque, an individual licensee, and Normand Bourque Syndic Ltée, a corporate licen-

---

\* Cette décision a été attaquée par demande de contrôle judiciaire devant la Cour Fédérale du Canada (Section de 1<sup>ère</sup> instance), n<sup>o</sup> T-436-93. Le lecteur qui désire connaître l'ensemble des prétentions des parties est prié de consulter le dossier de la Cour.

\*\* Décision rendue par Me Guy Letarte, C.R., le 27 janvier 1993, en vertu d'une délégation des attributions du Ministre conférée par le paragraphe 14(2) de la *Loi sur la faillite*.

---

\* This decision has been challenged by judicial review application before the Federal Court of Canada (Division of 1st instance), No: T-436-93. The reader is invited to consult the Court file to be appraised of the arguments of the parties involved.

\*\* Decision rendered by Guy Letarte, Q.C., on January 27, 1993, under a delegation of the Minister's powers, duties and functions conferred by Subsection 14(2) of the *Bankruptcy Act*.



---

et en particulier pour les fins suivantes : prendre en considération le rapport du surintendant à l'égard des titulaires de licence fait aux termes de l'article 7 de la Loi sur la faillite; donner aux titulaires de licence l'occasion de se faire entendre au sujet du rapport fait par le surintendant; juger si une enquête ou une investigation supplémentaire relative aux affaires des titulaires de licence est appropriée, et le cas échéant, effectuer cette enquête ou investigation; et exercer sa discrétion de suspendre ou annuler les licences des titulaires de licence, et en ce cas ordonner que les titulaires de licence soient destitués de leur fonction de syndic de tous les actifs administrés par ces titulaires de licence et nommer un autre titulaire de licence pour agir à titre de syndic des actifs aux place et lieu des titulaires dont la licence a été suspendue ou annulée. »

La description des travaux annexée à ce mandat est la suivante :

« L'Entrepreneur doit, en vertu de la délégation du ministre faite selon le paragraphe 9(3) de la *Loi modifiant la Loi sur la faillite et la Loi de l'impôt sur le revenu* en conséquence (L.C. 1992, ch. 27), exercer les attributions du ministre que lui confère le paragraphe 14(2) de la *Loi sur la faillite* (La loi) relativement aux procédures d'investigation de Normand Bourque, individu titulaire d'une licence aux termes de la Loi et de Normand Bourque Syndic Ltée, personne morale titulaire d'une licence aux termes de la Loi (ci-nommés les titulaires de licence).

L'Entrepreneur doit plus précisément :

1. prendre en considération le rapport du surintendant à l'égard des titulaires de licence fait aux termes de l'article 7 de la Loi;
2. donner aux titulaires de licence l'occasion de se faire entendre au sujet du rapport fait par le surintendant;
3. fixer les règles de procédure qui doivent s'appliquer au cours de l'audition donnant

see, and more particularly for the following purposes; to consider the report of the Superintendent concerning the licensees made under section 7 of the Bankruptcy Act; to afford the licensees a reasonable opportunity to be heard in respect of the report made by the Superintendent; to determine whether further inquiry or investigation in respect of the licensees' cases is appropriate and, in that case, to carry out such inquiry or investigation; and to exercise his discretion to suspend or cancel the licensees' licences and, in that case, to order that the licensees be stripped of their powers as trustees of all estates administered by these licensees and to appoint another licensee to act as trustee of the estates in the place and stead of the licensees whose licence has been suspended or cancelled.

The description of the work attached to this mandate is as follows:

[TRANSLATION]

The Contractor shall, by virtue of the delegation by the Minister under subsection 9(3) of the *Act to amend the Bankruptcy Act and the Income Tax Act in consequence thereof*, S.C. 1992, c. 27, exercise the powers, duties and functions of the Minister conferred on him by subsection 14(2) of the *Bankruptcy Act* (the Act) in respect of the investigation of Normand Bourque, an individual licensee under the Act, and of Normand Bourque Syndic Ltée, a corporate licensee under the Act (hereinafter referred to as the licensees).

More particularly, the Contractor shall:

1. consider the report made by the Superintendent in respect of the licensees under section 7 of the Act;
2. afford the licensees a reasonable opportunity to be heard in respect of the report made by the Superintendent;
3. determine the rules of procedure which shall apply during the hearing at which the

- 
- |   |   |
|---|---|
| aux titulaires l'occasion de se faire entendre;   | licensees are afforded the opportunity to be heard;   |
| 4. diriger l'audition qui donne aux titulaires de licence l'occasion de se faire entendre;  | 4. conduct the hearing which affords the licensees the opportunity to be heard;   |
| 5. faire conserver les notes sténographiques, électroniques ou autres du compte-rendu des procédures de l'audition donnant aux titulaires de licence l'occasion de se faire entendre;   | 5. cause a stenographic, electronic or other record to be kept of the proceedings at the hearing which affords the licensees the opportunity to be heard;   |
| 6. considérer la preuve et les allégations des titulaires de licence;   | 6. consider the evidence and arguments presented by the licensees;  |
| 7. décider, après avoir pris en considération, d'une part le rapport du surintendant et la preuve que celui-ci apporte, et d'autre part la preuve et les allégations fournies par les titulaires de licence, si une enquête et une investigation supplémentaires sur la conduite des titulaires de licence et sur l'exercice de leurs fonctions seraient appropriées;   | 7. decide, after consideration of the report by the Superintendent and his evidence and of the evidence and argument presented by the licensees, whether further inquiry and investigation into the conduct of the licensees and the exercise of their powers would be appropriate;   |
| 8. lorsqu'une enquête et une investigation supplémentaire sur la conduite des titulaires de licence et sur l'exercice de leurs fonctions s'avèrent nécessaires, mener ou demander au surintendant de mener cette enquête et cette investigation;  | 8. where further inquiry and investigation into the conduct of the licensees and the exercise of their duties is found to be necessary, conduct or ask the Superintendent to conduct such inquiry and investigation;  |
| 9. décider, à la lumière de la preuve donnée à l'Entrepreneur, si la recommandation du surintendant à l'égard des licences des titulaires de licence doit être acceptée, modifiée ou rejetée, et fournir par écrit les raisons qui appuient cette décision;   | 9. decide, in light of the evidence presented to the Contractor, whether the recommendation of the Superintendent in respect of the licensees' licences must be accepted, amended or rejected, and provide written reasons in support of this decision;   |
| 10. lorsqu'il accepte ou modifie la recommandation du surintendant à l'égard des licences des titulaires de licence et décide de suspendre ou d'annuler ces licences, ordonner que les titulaires de licence soient destitués de leurs fonctions de syndic de tous les actifs administrés par eux et nommer d'autres titulaires de licence pour agir à titre de syndic pour l'administration des actifs à l'égard desquels les titulaires de licence ont été destitués; | 10. where he accepts or amends the recommendation of the Superintendent in respect of the licensees' licences and decides to suspend or cancel their licences, order that the licensees be stripped of their powers as trustees of all estates administered by them and appoint other licensees to act as trustees for the administration of the estates in respect of which the licensees have been removed; |
-

---

11. faire parvenir des copies de la décision aux titulaires de licence, au ministre et au surintendant; et

12. soumettre son compte, calculé selon les conditions de ce contrat, au ministre ou à son représentant désigné, dans les 30 jours suivant la fin des travaux mentionnés dans les dispositions de la présente description.»

Il ressort clairement de la délégation des attributions du Ministre et de la description des travaux qui en font partie que le Ministre, et conséquemment le soussigné, n'est pas restreint à ne considérer que les faits mentionnés dans le rapport du surintendant. Il doit tenir compte de tous les faits portés à sa connaissance à l'occasion de l'enquête et de l'investigation supplémentaires prévues à l'article 14(2) de la Loi.

Les motifs de reproche mentionnés dans le rapport du surintendant des faillites, et à cause desquels celui-ci recommande d'annuler les licences de syndic, sont les suivants :

1. Le syndic a indirectement sollicité des procurations pour une réunion spéciale des créanciers tenue le 7 mars 1990, contrairement aux dispositions du sous-paragraphe 202(1)(g) de la *Loi sur la faillite*.

L'article 202(1)(g) de la Loi sur la faillite crée une infraction pour celui qui :

«g)étant un syndic, directement ou indirectement briguer des procurations pour voter à une assemblée de créanciers; »

Le verbe «briguer» signifie solliciter un avantage pour soi par intrigues, par manœuvres secrètes et détournées<sup>1</sup>, et se traduit en anglais par le mot

---

1 Dictionnaire encyclopédique Quillet, Librairie Aristide Quillet, 1950; Dictionnaire du français Plus, C.E.C., 1988; Le Petit Robert 1, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, 1990; Nouveau Larousse universel, Librairie Larousse, 1948.

11. send copies of the decision to the licensees, the Minister and the Superintendent; and

12. submit his account, calculated in accordance with the terms of this contract, to the Minister or his designated representative within 30 days after completion of the work set out in the provisions of this description.

It is clear from the delegation of the powers, duties and functions of the Minister and the description of the work which is a part thereof that the Minister, and accordingly the undersigned, is not restricted to considering only those facts set out in the Superintendent's report. He must take into account all facts brought to his attention during the further inquiry and investigation provided for in Subsection 14(2) of the Act.

The grounds for the criticism set out in the report by the Superintendent of Bankruptcy, based on which he recommended that the licences to act as trustees be cancelled, are as follows:

[TRANSLATION]

1. The trustee indirectly solicited proxies for a special meeting of creditors held on March 7, 1990, contrary to the provisions of paragraph 202(1)(g) of the *Bankruptcy Act*.

Paragraph 202(1)(g) of the *Bankruptcy Act* creates an offence for anyone who:

(g) being a trustee, directly or indirectly, solicits proxies to vote at a meeting of creditors; [étant un syndic, directement ou indirectement briguer des procurations pour voter à une assemblée de créanciers]

The verb «briguer» means [TRANSLATION] «to solicit an advantage for one's self through intrigue, through secret and indirect manoeuvres»<sup>1</sup>, and is

---

1 Dictionnaire encyclopédique Quillet, Librairie Aristide Quillet, 1950; Dictionnaire du français Plus, C.E.C., 1988; Le Petit Robert 1, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, 1990; Nouveau Larousse universel, Librairie Larousse, 1948.

---

«solicit», mot que le législateur a utilisé dans la version anglaise de la Loi<sup>2</sup>.

Ce que le législateur a, de toute évidence, voulu prohiber c'est qu'un syndic obtienne, ou tente d'obtenir, des procurations de manière à ce que l'assemblée des créanciers exerce un vote susceptible de le favoriser.

La preuve révèle que, le 28 février 1990, le syndic faisait parvenir à dix-huit (18) créanciers un avis de convocation pour une assemblée devant être tenue le 7 mars 1990 à Chicoutimi et joignait à cet avis de convocation une formule de procuration mentionnant comme fondé de pouvoir monsieur Clément Larouche, un inspecteur à la faillite, représentant un créancier important, la Caisse populaire St-François Xavier.

La désignation de monsieur Clément Larouche comme fondé de pouvoir fut décidée lors d'une réunion tenue au Québec Inn le 2 février 1990. Cette réunion a été demandée par messieurs Jean-Yves Provencher et Clément Larouche de la Caisse populaire St-François Xavier et y assistaient le syndic Normand Bourque et le procureur à la faillite. Le but de la réunion était de trouver un moyen de finaliser le dossier afin de permettre le paiement d'un dividende. Le seul problème qui restait à régler pour y parvenir était celui de l'approbation des honoraires du syndic et du procureur à la faillite.

Monsieur Normand Bourque s'exprime ainsi :

« R. ...

Et nous nous sommes rendus à cette réunion-là. Ils nous ont demandé de faire notre possible pour qu'ils puissent recevoir un dividende le plus vite possible.

Or, pour fermer le dossier c'est sûr que moi il fallait que je règle la partie de mes honoraires. Donc on ferme et on règle aussi mes honoraires. »

(N.S. page 294)

Dans son témoignage, monsieur Clément Larouche déclare :

translated in English by the word «solicit», which Parliament used in the English version of the Act<sup>2</sup>.

What Parliament apparently wished to prohibit is a trustee obtaining or trying to obtain proxies so that the meeting of creditors will vote in a way that is favourable to the trustee.

The evidence established that on February 28, 1990, the trustee sent a notice to eighteen creditors calling a meeting to be held on March 7, 1990, in Chicoutimi, and attached to that notice a proxy form naming as proxy Clément Larouche, an inspector in the bankruptcy, representing the Caisse Populaire St-François Xavier, an important creditor.

Clément Larouche was appointed as proxy at a meeting held at the Québec Inn on February 2, 1990. This meeting was requested by Jean-Yves Provencher and Clément Larouche of the Caisse populaire St-François Xavier, and was attended by the trustee, Normand Bourque, and the solicitor in the bankruptcy. The purpose of the meeting was to find a way of finalizing the case so that a dividend could be paid. The only problem remaining to be solved in order to accomplish this was the approval of the fees of the trustee and of the solicitor in the bankruptcy.

Normand Bourque stated:

[TRANSLATION]

A. ...

And we went to that meeting. They asked us to do whatever we could so that they could receive a dividend as soon as possible.

In order to close the file, obviously I had to resolve the issue of my fees. And so we close it and we also settle my fees.

(Transcript, page 294)

In his testimony, Clément Larouche stated:

---

2 Robert & Collins, dictionnaire français-anglais\anglais-français, nouvelle édition, 1987.

---

2 Robert & Collins, French-English, English-French Dictionary, New Edition, 1987.

---

« Q. N'est-il pas exact aussi qu'au Québec Inn, vous saviez que le seul sujet qu'il restait à discuter et à accepter pour fins de finaliser le dossier était la question des honoraires du syndic et du procureur.

R. Oui monsieur. »

(N.S. page 662)

*Il a été exclusivement question lors de cette réunion de la façon de déterminer les honoraires du syndic et du procureur à la faillite. Le syndic a soutenu que la façon la plus rapide était de procéder à une assemblée des créanciers plutôt que de faire taxer un mémoire de frais par la Cour.*

Après avoir expliqué qu'à une assemblée des créanciers il devait y avoir trois (3) personnes présentes physiquement ou par procuration, le syndic admet s'être enquis auprès de monsieur Larouche s'il accepterait d'être nommé fondé de pouvoir d'autres créanciers.

« Q. Maintenant, est-ce qu'il a été question d'une personne qui pourrait détenir une procuration?

R. Bien, on a mentionné — j'ai demandé à monsieur Larouche s'il serait présent à cette assemblée-là et si à ce moment-là il accepterait d'être nommé si d'autres créanciers voulaient le nommer. Et on a mis son nom sur les procurations.»

(N.S. page 297-298)

Les témoignages de messieurs Larouche et Provencher sont catégoriques à l'effet que c'est le syndic qui a insisté pour que monsieur Larouche obtienne des procurations.

« Et aussi à cette rencontre-là monsieur Bourque m'a demandé s'il m'était possible d'avoir deux (2) procurations de deux (2) autres réclamants dans la faillite.

Q. Deux (2) autres créanciers?

R. Oui, dans la faillite. Entre autre je peux vous donner les noms précis. C'est Tremblay,

[TRANSLATION]

Q. Is it not true that you knew that the only subject that was left to be discussed at the Québec Inn, and to be agreed in order to finalize the case, was the question of the fees of the trustee and the solicitor?

A. Yes, sir.

(Transcript, page 662)

*The sole question at that meeting was how to determine the fees of the trustee and the solicitor in the bankruptcy. The trustee maintained that the quickest way was to hold a meeting of creditors rather than to have a bill of costs taxed by the Court.*

After explaining that there would have to be three people present at a meeting of creditors, either physically or by proxy, the trustee admitted that he inquired of Mr. Larouche whether he would agree to be appointed as proxy by the other creditors.

[TRANSLATION]

Q. Now, was there any discussion of a person who might hold a proxy?

A. Well, we mentioned — I asked Mr. Larouche whether he would be present at the meeting and whether at that point he agreed to be appointed if other creditors wanted to appoint him. And we put his name on the proxies.

(Transcript, pages 297 and 298)

The testimony of Messrs. Larouche and Provencher leaves no doubt that it was the trustee who insisted that Mr. Larouche obtain proxies.

[TRANSLATION]

And also at that meeting Mr. Bourque asked me whether it would be possible for me to have two proxies from two other claimants in the bankruptcy.

Q. Two other creditors?

A. Yes, in the bankruptcy. Including, I can give you the precise names. It was Tremblay,

---

Leblond et Rinfret je crois. En tout cas je voudrais être sûr dans les noms. »  
(N.S. page 655)

Leblond and Rinfret, I believe. In any case I would like to be sure of the names.  
(Transcript, page 655)

Et, au surplus, à cette assemblée le syndic prend soin d'ajouter que si monsieur Larouche obtient des procurations de deux (2) personnes qu'il désigne, il deviendra majoritaire et pourra conséquemment agir seul.

Moreover, the trustee was careful at that meeting to add that if Mr. Larouche obtained proxies from two persons whom he named, he would have a majority and could then act on his own.

Monsieur Jean-Yves Provencher confirme que le syndic a demandé à monsieur Larouche de se faire donner des procurations, lui a désigné deux (2) créanciers, lui a représenté que s'il obtenait ces procurations il serait majoritaire et que sa décision ne pourrait être contestée et que, conséquemment, le dividende suivrait.

Jean-Yves Provencher confirmed that the trustee asked Mr. Larouche to get proxies, named two creditors and advised him that if he obtained these proxies he would have a majority and that his decision could not be contested, and as a result a dividend would follow.

La preuve révèle également que le syndic a inscrit le nom de monsieur Larouche sur dix-huit (18) formules de procuration qu'il avait fait parvenir aux créanciers.

The evidence also established that the trustee entered the name of Mr. Larouche on eighteen proxy forms which he had sent to the creditors.

De ces faits, une seule conclusion s'impose. Le syndic a suggéré à monsieur Larouche d'agir comme fondé de pouvoir, a inscrit son nom sur dix-huit (18) formules de procuration et cela pour la tenue d'une assemblée convoquée exclusivement pour l'approbation de ses honoraires, dont une partie, ainsi que nous le verrons plus loin, avait déjà été payée sans autorisation, c'est-à-dire, tenté d'obtenir par personne interposée des procurations pour son seul bénéfice.

Only one conclusion can be drawn from these facts. The trustee suggested that Mr. Larouche act as proxy and entered his name on eighteen proxy forms for a meeting called solely in order to approve his fees, part of which, as we shall see later, had already been paid without authorization. He indirectly solicited proxies; that is, he tried to obtain proxies for his sole benefit through an intermediary.

2. Le syndic a fait parvenir aux inspecteurs, le 22 octobre 1990, un relevé de recettes et de débours ne renfermant pas toutes les informations quant aux montants inscrits à la colonne des recettes et des débours. En effet, le syndic a reçu du liquidateur de Société Immobilière 7000 Inc. une somme de 1 078 201\$ à titre de dividendes et a déclaré une somme de 1 561 994\$ augmentant ainsi le total des recettes.

2. On October 22, 1990, the trustee sent to the inspectors a statement of receipts and disbursements which did not disclose all the information relating to the amounts entered in the receipts and disbursements column. In fact, the trustee received \$1,078,201 from the liquidator of Société Immobilière 7000 Inc. as dividends and reported receipt of \$1,561,994, thereby increasing the total amount of the receipts.

La preuve révèle que monsieur Marc Sheedy a été nommé liquidateur de la Société immobilière 7000 inc. Cette société était la propriété à part entière de la Société immobilière des caisses d'entraide économique du Québec inc. (SICEEQ) qui en détenait la totalité des actions.

The evidence established that Marc Sheedy was appointed liquidator of Société immobilière 7000 Inc. That company was wholly owned by the Société immobilière des caisses d'entraide économique du Québec inc. (SICEEQ), which held all of the shares therein.

---

Le 21 mars 1983, la Société immobilière 7000 inc. vend son seul actif, Place Jacques-Cartier à Québec (pièce E-72).

Plus d'un an plus tard, soit le 4 avril 1984, la SICEEQ fait cession de ses biens, par décision de son conseil d'administration, constitué de messieurs Marc Sheedy et Christian Rousseau, qui désigne alors Normand Bourque, c.a. comme syndic. Le 24 avril suivant, le syndic de SICEEQ désigné par le liquidateur Marc Sheedy, confirme le mandat de messieurs Marc Sheedy et Christian Rousseau comme administrateurs de la Société immobilière 7000 inc. avec «pleins pouvoirs pour administrer cette société en bon père de famille» en autant que le syndic «demeure avisé de toute décision importante» (pièce E-74).

Le surintendant reproche au syndic d'avoir inscrit, comme recette, dans son relevé définitif des recettes et déboursés du 22 octobre 1990 (pièce E-13), à partir duquel est déterminé le montant de ses honoraires, une somme de 483 793\$ qu'aurait retenu le liquidateur de la Société immobilière 7000 inc. pour payer ses honoraires et débours. Le syndic soutient que cette dernière somme est une réalisation de la SICEEQ lui donnant droit à des honoraires. Le surintendant, de son côté, considère cette somme comme une dépense de la Société immobilière 7000 inc. encourue pour sa liquidation et qui, conséquemment, ne peut être considérée comme une réalisation de la SICEEQ.

Le liquidateur de la Société immobilière 7000 inc., monsieur Marc Sheedy, ne peut être considéré comme un associé ou un employé du syndic. Le syndic et le liquidateur travaillent pour deux (2) entités juridiques distinctes.

Comme le mentionne le professeur Albert Bohémier dans son ouvrage *Faillite et insolvabilité*<sup>3</sup> :

« Le titre ou la fonction du syndic varie selon les pouvoirs qu'il exerce. Toutefois, d'une façon générale, on peut utilement considérer le syndic comme un représentant du débiteur ou un représentant des créanciers. La difficulté est

---

3 Bohémier, Albert, *Faillite et insolvabilité*, Tome I, Les Éditions Thémis, 1992, page 720.

On March 21, 1983, the Société immobilière 7000 inc. sold its only asset, Place Jacques-Cartier in Quebec City (Exhibit E-72).

More than a year later, on April 4, 1984, SICEEQ made an assignment of its property, by a decision of its board of directors, composed of Marc Sheedy and Christian Rousseau, who then appointed Normand Bourque, C.A., as trustee. On April 24 of that year, the trustee of SICEEQ, appointed by the liquidator, Marc Sheedy, confirmed the mandate of Marc Sheedy and Christian Rousseau as administrators of the Société immobilière 7000 inc., with [TRANSLATION] «full power to manage the company as would a 'bon père de famille' [prudent administrator]» so long as the trustee was «kept informed of any major decision» (Exhibit E-74).

The Superintendent alleges that the trustee entered the amount of \$483,793, which the liquidator of Société immobilière 7000 inc. retained to pay his fees and disbursements, in his final statement of receipts and disbursements dated October 22, 1990 (Exhibit E-13), based on which the amount of his fees was determined. The trustee argues that these moneys were moneys realized by SICEEQ for which he is entitled to fees. The Superintendent, for his part, considers these moneys to be an expense incurred by Société immobilière 7000 inc. for its liquidation which, accordingly, cannot be considered as moneys realized by SICEEQ.

The liquidator of Société immobilière 7000 inc., Marc Sheedy, cannot be considered to be a partner or employee of the trustee. The trustee and the liquidator work for two legally distinct entities.

As Professor Albert Bohémier stated in his work *Faillite et insolvabilité*<sup>3</sup>

[TRANSLATION]

The title or duties of the trustee vary, depending on the powers he or she exercises. However, generally speaking, we can practically consider the trustee to be a representative of the debtor

---

3 BOHÉMIER, Albert, *Faillite et insolvabilité*, Tome I, Les Éditions Thémis, 1992, page 720.

---

toutefois de déterminer à quel titre il agit dans certaines situations particulières. C'est ce que nous tenterons d'illustrer à l'aide d'un certain nombre d'exemples.

Le syndic, lors de sa nomination, acquiert une double qualité. Il devient :

- a) le représentant du débiteur;
- b) le représentant de l'ensemble des créanciers ordinaires au point qu'il peut même agir pour eux contre le débiteur.

*Représentant, mais non mandataire. En effet, si le syndic acquiert les mêmes droits que le failli et qu'il doit avoir en vue l'intérêt de ce dernier, c'est plutôt l'intérêt des créanciers qui prime dans la liquidation. D'autre part, les pouvoirs que le syndic acquiert ne procèdent pas de la volonté des créanciers mais sont déterminés par la Loi. Le syndic ne doit pas suivre aveuglément les instructions qu'il reçoit des créanciers. Le syndic doit toujours tenir compte de ses devoirs fiduciaires. De plus, le syndic doit avoir en vue l'intérêt collectif des créanciers, ce qui, nous le verrons, peut transformer dans une certaine mesure les recours exercés par le syndic et leurs effets. »*

Ils ne sont pas associés et il n'y a aucun lien de subordination entre eux, le liquidateur n'ayant de compte à rendre au syndic de la SICEEQ qu'en la qualité d'actionnaire de cette dernière de la Société immobilière 7000 inc. Le liquidateur doit remettre à la SICEEQ, à titre de dividende, la somme résultant de la liquidation de la Société immobilière 7000 inc. Cette somme représente la réalisation encaissée par la SICEEQ, les honoraires et débours encourus pour en arriver à cette somme ne pouvant en aucun cas être considérés comme une réalisation de la SICEEQ puisqu'ils ont été gagnés et payés par la Société immobilière 7000 inc. pour parvenir à verser le dividende de 1 078 201\$ à la SICEEQ.

Le témoignage de monsieur Sheedy est à l'effet que ni le syndic personnellement ni aucun de ses employés n'ont contribué de quelque façon que ce

or a representative of the creditors. The difficulty lies, however, in determining the capacity in which the trustee is acting in certain specific situations. We shall attempt to illustrate this using some examples.

When the trustee is appointed, he or she takes on a dual capacity. The trustee becomes:

- (a) the representative of the debtor;
- (b) the representative of all of the ordinary creditors, to the point that he or she may even act for them against the debtor.

*Representative, but not agent. That is, while the trustee acquires the same rights as the bankrupt and must keep the bankrupt's interests in mind, it is rather the interests of the creditors which prevail in the liquidation. As well, the powers acquired by the trustee do not result from the will of the creditors, but are determined by law. The trustee must not blindly follow instructions received from the creditors. The trustee must always take his or her fiduciary duties into account. Moreover, the trustee must keep in mind the collective interests of the creditors; as we shall see, this may to some extent change the nature of the action taken by the trustee, and the effects of that action.*

They are not partners and there is no subordinate relationship between them, since the liquidator need account to SICEEQ's trustee only in so far as SICEEQ is a shareholder of Société immobilière 7000 inc. The liquidator must pay to SICEEQ, as a dividend, the proceeds of the liquidation of Société immobilière 7000 inc. Those moneys represent the proceeds collected by SICEEQ, and the fees and disbursements incurred in order to realize these moneys cannot in any circumstances be considered to be proceeds realized by SICEEQ, since they were earned and paid by Société immobilière 7000 inc. in order to pay the dividend of \$1,078,201 to SICEEQ.

Mr. Sheedy testified that neither the trustee personally nor any of his employees contributed in any manner whatever to the liquidation of Société immobilière



---

soit à la liquidation de la Société immobilière 7000 inc. En augmentant les recettes de la SICEEQ du montant de 483 793\$, soit le coût de la liquidation de la Société immobilière 7000 inc. et en réclamant une rémunération sur cette somme, le syndic impose aux créanciers de la SICEEQ des honoraires sur des honoraires et débours qu'ils ont déjà assumés pour la liquidation de la Société immobilière 7000 inc. En ce faisant, le syndic s'approprie des honoraires pour des travaux faits par un tiers qui n'est pas son employé, ni son mandataire.

3. Le procès-verbal de l'assemblée des créanciers de la SICEEQ du 7 mars 1990 préparé et exécuté par le syndic le 3 octobre 1990 est faux selon les allégations de l'un des inspecteurs et représentant de la Caisse Populaire St-François Xavier et fondé de pouvoir de trois autres créanciers. En effet, cette personne affirme que la résolution portant sur les honoraires du syndic n'a jamais été discutée ni approuvée lors de l'assemblée en question.

Le procès-verbal de l'assemblée des créanciers tenue le 7 mars 1990, à laquelle assistaient seuls le syndic et monsieur Clément Larouche, et daté du 30 octobre suivant, relate-t-il véritablement ce qui s'y est passé?

L'assemblée convoquée le 28 février pour le 7 mars, aux fins de «approuver les honoraires et déboursés du syndic et du procureur», a été tenue au bureau de monsieur Larouche. Ce dernier, par un concours de circonstances, ne savait pas qu'il y avait une assemblée des créanciers ce jour-là. Il savait toutefois, pour en avoir été prévenu par téléphone, que le syndic devait le rencontrer.

À l'arrivée de monsieur Bourque, monsieur Larouche lui fait visiter les bureaux de la caisse populaire et, à 14:25 heures, les deux se retrouvent dans la salle de conférence. Que s'y passe-t-il? C'est le syndic lui-même qui nous le raconte en détail :

« R. Oui. Je peux vous dire que je m'attendais à plus de participation. Je peux vous dire que j'étais nerveux. On s'en va quand même faire approuver un bon montant d'honoraires.

7000 inc. By increasing SICEEQ's receipts by \$483,793, that is, by the cost of liquidating Société immobilière 7000 inc., and by claiming remuneration based on that amount, the trustee was charging the creditors of SICEEQ fees on the fees and disbursements they had already paid for the liquidation of Société immobilière 7000 inc. In so doing, the trustee appropriated to himself fees for work done by a third person who was neither his employee nor his agent.

3. The minutes of the meeting of creditors of SICEEQ held on March 7, 1990, which was prepared and signed by the trustee on October 3, 1990, is false, according to the allegations of one of the inspectors, representing the Caisse Populaire St-François Xavier and proxy for three other creditors. Specifically, this person asserts that the resolution dealing with the trustee's fees was never discussed or approved at the meeting in question.

Do the minutes of the meeting of creditors held on March 7, 1990, which only the trustee and Clément Larouche attended, and dated the following October 30, truly set out what happened at the meeting?

The meeting called on February 28 for March 7, for the purpose of [TRANSLATION] «approving the fees and disbursements of the trustee and solicitor», was held at the office of Mr. Larouche. By coincidence, Mr. Larouche was not aware that there was a meeting of creditors on that date. He knew, however, since he had been notified by telephone, that the trustee was to meet with him.

When Mr. Bourque arrived, Mr. Larouche showed him around the offices of the Caisse Populaire and, at 2:25 p.m., the two men found themselves in the conference room. What happened there? The trustee himself described it in detail:

[TRANSLATION]

A. Yes. I can tell you that I was expecting more people. I can tell you that I was nervous. We were in fact going to approve quite a large amount for fees.

---

J'ai dit : «Etes-vous d'accord d'approuver mes honoraires dans la SICEEQ à vingt-sept et demie pour cent (27.5%) de la réalisation brute? Etes-vous d'accord d'approuver mes honoraires à vingt-sept et demie pour cent (27.5%) dans la 7000 ainsi que pour l'avocat sept et demie (7.5%)? Et monsieur Larouche m'a dit : «Oui».

Q. Alors par la suite qu'est-ce qui se passe?

R. J'ai quitté il devrait être environ deux heures trente-cinq (2:35). J'étais sûr qu'il n'y avait aucun créancier. Le but de l'assemblée était seulement l'approbation des honoraires. Il y avait seulement monsieur Larouche et moi présents. »  
(N.S. pages 307 et 309)

Monsieur Bourque confirme d'ailleurs dans son témoignage du 23 novembre (page 361) qu'aucun document n'a été produit lors de cette assemblée dont le but était l'approbation de ses honoraires.

Le témoignage précité du syndic contredit le procès-verbal de cette assemblée du 7 mars 1990, qu'il a lui-même rédigé sept (7) mois plus tard, soit le 3 octobre 1990. Le témoignage de monsieur Larouche est au même effet :

« Q. Donc si on se base sur ce que vous venez de nous dire, il est impossible que les résolutions aient été acceptées lors de cette réunion-là?

R. Exact. »  
(N.S. page 693)

En effet, si on lit le procès-verbal de cette assemblée du 7 mars 1990, on ne peut que souligner que sa teneur déborde de beaucoup le témoignage du syndic lui-même. Le texte de ce procès-verbal (pièce E-6) rédigé par le syndic comporte quatre (4) résolutions, lesquelles ne concernent pas seulement les 27.5% d'honoraires que le syndic prétend avoir déjà avoir été acceptés; nous verrons plus tard dans quelles circonstances et par qui. Il apparaît en effet que lors de cette assemblée du 7 mars 1990 on aurait adopté les résolutions suivantes :

I said, «Do you agree to approve my fees in SICEEQ at 27.5% of the gross proceeds? Do you agree to approve my fees at 27.5% in 7000, and 7.5 for the lawyer?

And Mr. Larouche said «Yes».

Q. And so what happened then?

A. I left, it must have been about 2:35. I was sure that there were no creditors.

The only purpose of the meeting was to approve the fees. Only Mr. Larouche and I were present.  
(Transcript, pages 307 to 309)

Mr. Bourque further confirmed, in his testimony on November 23 (page 361), that no document was produced at that meeting, the purpose of which was to approve his fees.

The trustee's testimony, *supra*, contradicts the minutes of the meeting of March 7, 1990, which he himself wrote seven months later, on October 3, 1990. Mr. Larouche's testimony was to the same effect:

[TRANSLATION]

Q. And so based on what you have just said, it is impossible that the resolutions were passed at that meeting?

A. Correct.  
(Transcript, page 693)

In fact, if we read the minutes of the meeting of March 7, 1990, we cannot help but note that the substance of the minutes goes well beyond the testimony of the trustee himself. The text of the minutes (Exhibit E-6), written by the trustee, contains four resolutions, which do not relate only to the 27.5% fees which the trustee asserts had already been accepted; we shall see later in what circumstances and by whom. In fact, it appears that the following resolutions were adopted at the meeting of March 7, 1990:

1. « Il est unanimement résolu que les déboursés encourus dans le dossier ainsi que tous les déboursés effectués dans la liquidation de la Société 7000 Inc. soient entérinés par les créanciers. »
2. « Il est unanimement résolu que les honoraires du syndic, dans le présent dossier, soient fixés par les créanciers à 27.5% des réalisations brutes réalisées dans le dossier, plus 27.5% de la réalisation brute dans la liquidation de la Société Immobilière 7000 Inc. filiale de la Société d'Entraide Immobilière du Québec Inc. »
3. « Il est unanimement résolu que tous déboursés afférents à ce dernier et à toutes filiales mentionnées plus haut, soient considérés comme des honoraires et autorisons, par la présente, le syndic à retirer toutes sommes ci-haut approuvées.»
4. « Il est unanimement résolu à ce que les honoraires d'avocat soient fixés à la somme de 7.5% de la réalisation brute du dossier et de la Société Immobilière 7000 Inc. en liquidation.

Comment peut-on raisonnablement penser que monsieur Larouche ait pu entériner tous les débours encourus sans même s'informer de leur nature et de leur importance et, au surplus, comment croire qu'il ait pu entériner les débours effectués dans la liquidation de la Société immobilière 7000 inc., non seulement sans les connaître, mais alors qu'il n'avait aucun pouvoir de le faire?

Monsieur Larouche n'a pu accepter ces quatre (4) résolutions aussi importantes, sans discussion, sans texte quand on sait qu'il se posait depuis longtemps des questions sur les honoraires et, au surplus, comment concilier la teneur de ce procès-verbal avec les gestes qu'il a lui-même posés par la suite?

Dans les jours et les semaines qui ont suivi cette réunion du 7 mars, il s'adresse au syndic pour obtenir des informations sur les honoraires et le dividende. Il reçoit le 24 mai un document (pièce E-7) qui ne lui

[TRANSLATION]

1. It is unanimously resolved that the disbursements incurred in the case, as well as all disbursements made in the liquidation of Société Immobilière 7000 Inc., be approved by the creditors.
2. It is unanimously resolved that the fees of the trustee in this case be fixed by the creditors at 27.5% of the gross proceeds realized in the case, plus 27.5% of the gross proceeds of the liquidation of Société Immobilière 7000 Inc., a subsidiary of Société d'Entraide Immobilière du Québec Inc.
3. It is unanimously resolved that all disbursements relating to this case and to all subsidiaries referred to above be considered to be fees and we hereby authorize the trustee to draw all monies hereinbefore approved.
4. It is unanimously resolved that the lawyer's fees be fixed in the amount of 7.5% of the gross proceeds of the case and of the liquidation of Société Immobilière 7000 Inc.

How can it reasonably be thought that Mr. Larouche could have approved all the disbursements incurred without even being aware of their nature and importance? Moreover, how can it be believed that he could have approved the disbursements made in the liquidation of Société immobilière 7000 inc., not only without knowing what they were, but when he had no power to do so?

Mr. Larouche could not have approved these four resolutions, as important as they were, without discussion, without documentation, when we know that he had for a long time been wondering about the fees. Moreover, how can we reconcile the content of these minutes with the actions he himself took subsequently?

In the days and weeks that followed the meeting of March 7, he contacted the trustee to obtain information as to the fees and the dividend. On May 24, he received a document (Exhibit E-7) which did not

donne pas satisfaction. Ce document établit le dividende à venir à 212 278\$, contrairement à ce qu'on lui avait laissé miroiter lors de la réunion au Québec Inn, à l'occasion de laquelle lui-même et monsieur Provencher s'étaient laissés convaincre que les honoraires de 35% (27.5% pour le syndic et 7.5% pour l'avocat) étaient automatiques et seraient accordés par la Cour. Monsieur Provencher s'attendait de recevoir un dividende final de 450 000\$ à 500 000\$.

En outre, au lieu d'attendre son chèque par la poste, monsieur Larouche se déplace, le 7 juin 1990, de Chicoutimi à St-Georges de Beauce pour obtenir les chèques de dividendes et des détails sur les honoraires et débours.

Après avoir reçu des explications qui, de toute évidence, ne le satisfont pas, il téléphone alors à monsieur Provencher à Chicoutimi pour lui demander des instructions. Ce dernier lui demande de rapporter les chèques de dividendes et monsieur Larouche signe un reçu à cette fin. Monsieur Bourque confirme ces faits :

« R. ... parce que je lui ai demandé avant de partir avec les chèques, je lui ai dit : «Écoutez, donnez-moi un récépissé comme de quoi vous partez avec les chèques et c'est bien ce qui a été décidé». Ca fait que j'ai dit «Monsieur Larouche, vous devez me signer un document comme de quoi que vous partez avec les chèques». Ca fait que monsieur Larouche m'a demandé de téléphoner à monsieur Provencher. Il a téléphoné à monsieur Provencher. »

(N.S. pages 313 et 314)

Le 5 juillet suivant, monsieur Larouche écrit encore au syndic (pièce E-9) pour lui demander :

« les détails et preuves de paiement des éléments suivants, apparaissant dans votre dernier relevé des recettes et déboursés du syndic :

— déboursés et frais d'opération . 564 595\$  
— items divers . . . . . 483 793\$  
— rémunération du syndic . . . . 450 000\$ »

satisfy him. This document established the dividend to be paid as \$212,278, contrary to what had been held out to him at the meeting at the Québec Inn, at which he and Mr. Provencher had been convinced that fees of 35% (27.5% for the trustee and 7.5% for the lawyer) were automatic and would certainly be allowed by the Court. Mr. Provencher expected to receive a final dividend of \$450,000 to \$500,000.

Furthermore, instead of awaiting his cheque by mail, Mr. Larouche travelled on June 7, 1990, from Chicoutimi to St-Georges de Beauce to pick up the dividend cheques and get details as to the fees and disbursements.

After receiving an explanation which apparently did not satisfy him, he then telephoned Mr. Provencher in Chicoutimi to ask him for instructions. Mr. Provencher asked him to bring back the dividend cheques and Mr. Larouche signed a receipt for that purpose. Mr. Bourque confirmed these facts:

[TRANSLATION]

A. ... because I asked him before leaving with the cheques, I said to him, «Listen, give me a receipt to show you are leaving with the cheques and that this is what was decided».

So I said, «Mr. Larouche, you have to sign a document for me to show that you are leaving with the cheques».

So Mr. Larouche asked me to call Mr. Provencher. He called Mr. Provencher.

(Transcript, pages 313 and 314)

On July 5, Mr. Larouche again wrote to the trustee (Exhibit E-9) to ask him for:

[TRANSLATION]

details and evidence of payment of the following items which appear in your Trustee's final statement of receipts and disbursements:

— disbursements and operating expenses: . . . . . \$564,595  
— Miscellaneous items: . . . . . \$483,793  
— Trustee's remuneration: . . . . \$450,000

---

C'est donc dire que les informations qui lui avaient été fournies par le syndic lors de la rencontre du 7 juin 1990 ne le satisfaisaient nullement, ce qu'il confirme d'ailleurs dans son témoignage (pages 670 et 671). Pour toute réponse, il reçoit par télécopieur, le 28 mai 1991, un document (E-58) qui, à nouveau, ne lui donne pas satisfaction.

C'est entre autres pour cette raison que, le 27 mai 1991, monsieur Larouche, conjointement avec monsieur Provencher, fait parvenir à monsieur Daniel Adam, du Bureau du surintendant des faillites, une plainte (pièce E-14), confirmant qu'ils n'avaient :

« jamais reçu à notre satisfaction les détails de ces montants et nous sommes très surpris de constater que la réalisation de ce dossier de faillite dont les recettes s'élèvent à 2 125 589\$ puisse représenter autant de frais et d'honoraires (564 595\$ + 483 793\$ + 450 000\$ = 1 498 388\$.

Nous précisons ici que nous désirons avoir des explications en détail de ces 3 importants déboursés et c'est pourquoi, n'ayant toujours pas reçu ces explications nous avons été dans l'obligation de refuser le relevé définitif des recettes et déboursés du syndic. »

Au surplus, le 9 août 1991, monsieur Larouche signe un affidavit (pièce E-17), rédigé subséquemment à la lettre adressée à monsieur Daniel Adam, et dans lequel il déclare que le procès-verbal de la rencontre du 7 mars 1990 n'est pas exact.

« Lors de la réunion du 7 mars 1990 tenue à nos bureaux à Chicoutimi, Monsieur Bourque ne m'a remis aucun document sur les motifs de l'assemblée et ne m'a fourni aussi aucune explication au sujet des honoraires ni des déboursés.

Je tiens à spécifier qu'à ma mémoire il n'a pas été question à cette assemblée des honoraires et des déboursés du syndic. »

On a tenté de mettre en doute l'affidavit de monsieur Larouche à cause de la détérioration de son état de

That is, the information that the trustee had provided to him at the meeting on June 7, 1990, did not in any way satisfy him, as he further confirmed in his testimony (pages 670 and 671). The only answer he received was a document sent by telecopier on May 28, 1991 (Exhibit E-58), which again did not satisfy him.

For this reason, *inter alia*, on May 27, 1991, Mr. Larouche, together with Mr. Provencher, sent a complaint (Exhibit E-14) to Daniel Adam of the Office of the Superintendent of Bankruptcy confirming that they had:

[TRANSLATION]

never received to our satisfaction the details of these amounts and we are very surprised to find that the proceeds of this bankruptcy case, in which receipts amounted to \$2,125,589, could account for such high expenses and fees (\$564,595 + \$483,793 + \$450,000 = \$1,498,388).

We would note here that we wish to have a detailed explanation of these three large expenditures and it is for this reason, since we have still not received such explanation, that we have been obliged to reject the trustee's final statement of receipts and disbursements.

In addition, on August 9, 1991, Mr. Larouche signed an affidavit (Exhibit E-17), which was written after the letter sent to Daniel Adam, in which he stated that the minutes of the meeting of March 7, 1990, were not accurate.

[TRANSLATION]

At the meeting of March 7, 1990, held at our offices in Chicoutimi. Mr. Bourque did not give me any document concerning the reasons for the meeting and also did not provide me with any explanation with respect to the fees or disbursements.

I wish to specify that to my recollection the issue of the trustee's fees and disbursements did not arise at this meeting.

There was an attempt to cast doubt on Mr. Larouche's affidavit because of the deterioration in his health. Mr.

---

santé. Monsieur Larouche a confirmé qu'il a lui-même rédigé cet affidavit et monsieur Provencher témoigne à l'effet que monsieur Larouche était très bien lorsqu'il l'a signé. D'ailleurs, cet affidavit ne fait que confirmer, en partie, le contenu de la lettre du 25 juillet précédent (pièce E-14).

S'il ne se pose pas ici un problème de crédibilité des témoins, on ne peut certes pas mettre de côté les témoignages de messieurs Provencher et Larouche, appuyés par des documents et, considérant toutes les circonstances, leur préférer le témoignage du syndic, lequel ne soutient même pas le procès-verbal de l'assemblée du 7 mars 1990, rédigé par lui-même sept (7) mois plus tard, et alors qu'il est le seul à avoir un intérêt personnel dans cette affaire.

J'admets sans difficulté qu'une assemblée ne regroupant que deux (2) personnes puisse être tenue avec moins de formalité qu'une assemblée réunissant un grand nombre. Mais encore aurait-il fallu, pour que l'assemblée du 7 mars 1990 soit considérée comme une véritable assemblée de créanciers, qu'on fasse référence aux procurations et que les textes des résolutions que l'on retrouve au procès-verbal y soient soumis.

4. Le syndic a retiré un montant de 433 089\$ en avances sur honoraires sans avoir les autorisations requises des inspecteurs et des créanciers.

Le procès-verbal de l'assemblée des inspecteurs du 25 juillet 1985 (pièce E-2) rédigé par le syndic, contient une résolution fixant «les honoraires du syndic et de l'avocat à la faillite au taux de 35% de la réalisation» de même qu'une résolution autorisant «le syndic à retirer immédiatement une somme de 20% des réalisations brutes afin qu'il puisse recevoir ses honoraires à date».

La Loi prévoit à l'article 39(1) :

« La rémunération du syndic est celle que lui vote une assemblée de créanciers, par résolution ordinaire. »

Larouche confirmed that he wrote this affidavit himself and Mr. Provencher testified that Mr. Larouche was very well when he signed it. Moreover, this affidavit simply confirms, in part, the substance of the letter of the preceding July 25 (Exhibit E-14).

While a problem arises here with respect to the credibility of the witnesses, we can definitely not set aside the testimony of Messrs. Provencher and Larouche, which was supported by documents, and, considering all the circumstances, prefer their testimony to that of the trustee, which is not even supported by the minutes of the meeting of March 7, 1990, which he wrote himself seven months later, when the trustee is the only one who has a personal interest in this matter.

I have no difficulty in admitting that a meeting attended by only two people can be held with less formality than a meeting attended by a large number of people. However it would still have been necessary, for this meeting of March 7, 1990, to be considered to be a real meeting of creditors, to refer to the proxies, and to submit the texts of the resolutions found in the minutes of the meeting.

4. The trustee drew a total of \$433,089 in advances against fees without having the necessary authorizations from the inspectors and creditors.

The minutes of the inspectors' meeting on July 25, 1985 (Exhibit E-2), which were written by the trustee, contain a resolution fixing [TRANSLATION] «the fees of the trustee and the lawyer in the bankruptcy at the rate of 35% of the proceeds», along with a resolution authorizing (TRANSLATION) «the trustee to draw immediately an amount equal to 20% of gross proceeds in order that he may receive his fees to date».

Subsection 39(1) of the Act provides:

The remuneration of the trustee shall be such as is voted to the trustee by ordinary resolution at any meeting of creditors.

---

et le deuxième alinéa du même article stipule que si la rémunération du syndic n'a pas été déterminée lors d'une assemblée des créanciers :

« ... le syndic peut inclure dans son état final et retenir pour sa rémunération, sauf l'augmentation ou la réduction ci-après prévue, une somme ne dépassant pas sept et demi pour cent du montant qui subsiste de la réalisation des biens du débiteur après que les réclamations des créanciers garantis ont été payées ou acquittées. »

La résolution adoptée par les inspecteurs lors de leur réunion du 25 juillet 1985 acceptant la rémunération du syndic et de l'avocat n'a donc aucune valeur.

D'autre part, pour être valide, la résolution autorisant le syndic à retirer des avances équivalant à 20% de ses honoraires aurait dû être entérinée par écrit par les inspecteurs ou autorisée par le tribunal. Or, la preuve ne fait état d'aucune ordonnance du tribunal et un seul inspecteur a signé le procès-verbal de l'assemblée du 25 juillet 1985.

De plus, la lettre du 20 juillet 1989, en vertu de laquelle monsieur Clément Larouche, inspecteur, accepte en partie le procès-verbal du 25 juillet 1985, survient environ quatre (4) ans après que le syndic eut retiré des avances totalisant 123 389\$ (29 juillet, 18 novembre et 26 novembre 1985).

Au surplus, des avances additionnelles ont été retirées les 30 mars, 11 mai et 25 mai 1980 (totalisant 309 800\$).

Il appert donc que le syndic a retiré des avances sur honoraires de 433 089\$ avant même que sa rémunération soit acceptée.

5. Un montant excédant celui approuvé par l'inspecteur a été payé au procureur de l'actif.

La preuve révèle que les inspecteurs, lors de leur assemblée du 25 juillet 1985, ont accepté une somme de 24 000\$ en règlement d'une transaction révisable et de payer une somme de 4 800\$ au

The second subsection of that section provides that if the remuneration of the trustee has not been fixed at a meeting of creditors:

... the trustee may insert in his final statement and retain as his remuneration, subject to increase or reduction as hereinafter provided, a sum not exceeding seven and one-half per cent of the amount remaining out of the realization of the property of the debtor after the claims of the secured creditors have been paid or satisfied.

The resolution passed by the inspectors at their meeting on July 25, 1985, agreeing to the remuneration of the trustee and of the lawyer in the bankruptcy is therefore invalid.

Furthermore, in order to be valid, the resolution authorizing the trustee to draw advances amounting to 20% of his fees should have been approved in writing by the inspectors or authorized by the court. There is nothing in the evidence to establish that there was any court order and only one inspector signed the minutes of the meeting of July 25, 1985.

Moreover, the letter of July 20, 1989, in which Clément Larouche, inspector, approved the minutes of July 25, 1985, in part, came some four years after the trustee had drawn advances totalling \$123,389 (July 29, November 18 and November 26, 1985).

As well, additional advances were drawn on March 30, May 11 and May 25, 1980, (totalling \$309,800).

Thus it appears that the trustee drew advances of \$433,089 against fees, even before his remuneration had been approved.

5. An amount exceeding the amount approved by the inspector was paid to the solicitor for the estate.

The evidence established that at their meeting on July 25, 1985 the inspectors approved a sum of \$24,000 in settlement of a reviewable transaction and agreed to pay \$4,800 to the solicitor [TRANSLATION]

---

procureur «pour le règlement de la transaction révisable» (pièce E-2).

Par la suite, le procureur a fait taxer un mémoire de frais dans ce dossier au montant de 6 550\$, somme qui lui a été effectivement payée sans autorisation des inspecteurs.

Dans le relevé définitif des recettes et déboursés du syndic (pièce E-10) sous la mention «Recettes — Transactions révisables» le syndic inscrit 19 200\$ au lieu de 24 000\$ et à la section «Déboursés — Frais judiciaires taxés» il inscrit 1 750\$, alors que la transaction révisable a rapporté 24 000\$ et coûté en frais 6 550\$.

Ainsi, toute personne qui prend connaissance de ce relevé croit que le procureur a reçu 1 750\$ en honoraires, alors qu'en fait c'est une somme de 6 550\$ qui lui a été versée. Le syndic l'admet d'ailleurs lui-même dans son témoignage (N.S. page 377).

L'article 152 de la Loi stipule que «L'état définitif des recettes et des déboursés, préparé par le syndic, contient un relevé complet de toutes les sommes d'argent reçues par le syndic ... toutes les sommes d'argent déboursées et les dépenses subies ...».

En procédant comme il l'a fait, le syndic ne s'est pas conformé à l'article 152 de la Loi en ne révélant pas le montant des sommes d'argent reçues ni des sommes d'argent déboursées à titre d'honoraires versés au procureur. La même opération a, au surplus, été répétée dans les dossiers de la Société immobilière 5000 inc. et de la Société immobilière 6000 inc.

6. Des frais comptables de 3 750\$ ont été payés à Latulippe Renaud & associés alors que M. Bourque était associé de cette firme.

La preuve révèle que le syndic, lors de l'assemblée des inspecteurs du 25 juillet 1985, a fait autoriser le paiement d'une somme de 3 750\$ à Latulippe, Renaud & associés, bureau de comptables dont il faisait partie jusqu'au 22 mars 1984. A cette date, monsieur Bourque se retire du bureau de comptables mais y conserve un achalandage de 125 000\$ et aussi le doit de réintégrer la société à titre d'associé actif.

«for settlement of the reviewable transaction» (Exhibit E-2).

Thereafter, the solicitor had a bill of costs in this case taxed in the amount of \$6,550, which sum was in fact paid without the authorization of the inspectors.

In the trustee's final statement of receipts and disbursements (Exhibit E-10), under the heading [TRANSLATION] «Receipts — Reviewable transaction», the trustee entered \$19,200 instead of \$24,000, and in the section (TRANSLATION) «Disbursements — Taxed legal fees» he entered \$1,750, when the reviewable transaction had brought in \$24,000 and cost \$6,550 in fees.

Thus anyone who reads this statement believes that the solicitor received \$1,750 in fees, when in fact he was paid \$6,550. Moreover, the trustee admitted this himself in his testimony (Transcript, page 377).

Section 152 of the Act provides that «The trustee's final statement of receipts and disbursements shall contain a complete account of all moneys received by the trustee ... all moneys disbursed and expenses incurred ...».

By acting as he did, the trustee did not comply with section 152 of the Act: he failed to disclose the amount of moneys received and of moneys disbursed as fees paid to the solicitor. Moreover, the same operation was repeated in the cases of Société immobilière 5000 inc. and Société immobilière 6000 inc.

6. Accounting fees of \$3,750 were paid to Latulippe Renaud & Associés when Mr. Bourque was a partner in this firm.

The evidence established that at the meeting of the inspectors on July 25, 1985, the trustee had them authorize a payment of \$3,750 to Latulippe, Renaud & associés, an accounting firm of which he was a member until March 22, 1984. On that date, Mr. Bourque withdrew from the accounting firm but retained a \$125,000 interest in goodwill and also the right to return to the firm as an active partner.



---

Le syndic vendra son achalandage le 29 octobre 1985.

C'est donc dire que lorsque les services professionnels de Latulippe, Renaud & associés ont été retenus et lorsque le paiement de la somme de 3 750\$ a été autorisé, monsieur Bourque était encore lié à ce bureau de comptables. Même s'il n'a retiré aucun bénéficiaire personnel, il aurait certes été préférable, au point de vue éthique, qu'il révèle aux inspecteurs, le 25 juillet 1985, les liens qui subsistaient encore entre lui et son ancien bureau.

7. Le surintendant reproche également au syndic d'avoir retiré des avances sur honoraires non autorisées de 2 000\$ le 18 novembre 1985 et de 545\$ le 26 novembre 1985 dans le dossier de la Société immobilière 5000 inc., et d'avoir retiré des avances sur honoraires non autorisées de 6 000\$ le 18 novembre 1985 et de 1 143\$ le 26 novembre 1985 dans le dossier de Gestion d'entraide inc.

Il est admis que le syndic a retiré les sommes ci-haut mentionnées sans autorisation, contrevenant ainsi aux articles 25 et 39 de la Loi.

Le syndic explique qu'il s'est prévalu de la prétendue autorisation qu'il aurait obtenue des inspecteurs de la SICEEQ, le 25 juillet 1985, pour Gestion d'entraide inc. et la Société immobilière 5000 inc. Il est vrai que ces honoraires ont fait l'objet d'une taxation et que, conséquemment, le syndic y avait droit, mais au moment du retrait des avances il n'avait pas les autorisations requises.

---

## Conclusions

---

Non seulement les reproches formulés par le surintendant dans son rapport au Ministre sont-ils bien fondés, mais l'enquête révèle d'autres faits accablants pour le syndic.

Lorsqu'il a accepté d'agir comme syndic de la SICEEQ, une entente est intervenue en vertu de laquelle il accepte d'être payé sur la base d'un tarif horaire et non sur la base d'un montant forfaitaire exprimé en terme de pourcentage.

The trustee sold his interest in good will on October 29, 1985.

This means that when the professional services of Latulippe, Renaud & associés were retained and when the \$3,750 payment was authorized, Mr. Bourque was still connected with this accounting firm. Even though he received no personal benefit, it would certainly have been preferable, from an ethical point of view, for him to have disclosed to the inspectors on July 25, 1985, the relationship that still existed between him and his former firm.

7. The superintendent also alleges that the trustee drew advances against unauthorized fees of \$2,000 on November 18, 1985, and \$545 on November 26, 1985, in the case of Société immobilière 5000 inc., and drew advances against unauthorized fees of \$6,000 on November 18, 1985, and \$1,143 on November 26, 1985, in the case of Gestion d'entraide inc.

It is admitted that the trustee drew the above-mentioned moneys without authorization, thereby contravening sections 25 and 39 of the Act.

The trustee explained that he relied on the authorization he had allegedly obtained from the SICEEQ inspectors on July 25, 1985, for Gestion d'entraide inc. and Société immobilière 5000 inc. While these fees were in fact taxed and, accordingly, the trustee was entitled to them, at the time the advances were drawn he did not yet have the necessary authorization.

---

## Conclusion

---

Not only are the allegations made by the Superintendent in his report to the Minister correct, but as well the inquiry revealed other facts which are overwhelming for the trustee.

When he agreed to act as trustee of SICEEQ, an agreement was made under which he agreed to be paid on the basis of an hourly rate and not on the basis of a lump sum stated in percentage terms.

---

Monsieur Marc Sheedy le rappelle au syndic dans sa lettre du 21 janvier 1986 (pièce E-76) et le répète dans son témoignage, lequel n'a pas été contredit.

Pourtant, faisant fi de cette entente, le syndic fait connaître son intention de déclarer des honoraires sur la base d'un pourcentage aux inspecteurs le 25 juillet 1985, en faisant adopter une résolution à cet effet, alors que les inspecteurs n'ont même pas le pouvoir de se prononcer sur cette question. Il leur présente au surplus, à cette même réunion, une résolution l'autorisant à prélever des avances sur ses honoraires.

Dès 1985, il retire une somme de 123 389\$ en avances sur honoraires, sans l'autorisation écrite des inspecteurs et sans même que son mode de rémunération n'ait été accepté par les créanciers.

Lorsque les représentants de la Caisse populaire St-François Xavier, messieurs Provencher et Larouche, manifestent de l'impatience et réclament le paiement d'un dividende, il leur explique, à l'assemblée tenue au Québec Inn, qu'il prévoit un dividende de 450 000\$ à 500 000\$, ce qui s'avérera grossièrement inexact, mais qu'avant de verser tout dividende, la question de ses honoraires doit être réglée.

C'est alors qu'il insiste auprès de messieurs Provencher et Larouche pour qu'ils acceptent un pourcentage de 35% (27.5% pour lui et 7.5% pour le procureur de la faillite) affirmant que de toute façon la Cour fixerait ses honoraires à ce pourcentage.

Messieurs Larouche et Provencher se rendent à l'argumentation qui leur est servie parce qu'ils croient qu'ils n'ont pas le choix.

« Maintenant, monsieur Bourque et monsieur Vézina nous ont fait part de ceci à peu près dans les mots suivants, que le trente-cinq pour cent (35%) de toute manière, que si nous on n'était pas d'accord à leur donner le trente-cinq pour cent (35%), que la loi leur permettait à eux d'avoir ce trente-cinq pour cent (35%) là.

Maintenant nous, dans notre esprit, on s'est dit : «Écoutez, c'est quand même un homme de loi, c'est deux (2) hommes de loi, deux (2) hommes

Marc Sheedy reminded the trustee of this in his letter of January 21, 1986, (Exhibit E-76) and repeated it in his testimony, which was not contradicted.

However, flouting this agreement, the trustee made his intention to claim fees on a percentage basis known to the inspectors on July 25, 1985, by having a resolution to that effect passed, when the inspectors did not even have the power to decide this question. Moreover, at the same meeting, he presented them with a resolution authorizing him to draw advances against his fees.

In 1985, he drew \$123,389 in advances against his fees, without the written authorization of the inspectors, and without his manner of remuneration even having been approved by the creditors.

When the representatives of the Caisse populaire St-François Xavier, Messrs. Provencher and Larouche, exhibited some impatience and demanded payment of a dividend, he explained to them, at the meeting held at the Québec Inn, that he anticipated a dividend of \$450,000 to \$500,000, which was later found to be grossly inaccurate, but that before paying any dividend the question of his fees had to be settled.

It was at this point that he insisted that Messrs. Provencher and Larouche agree to a figure of 35% (27.5% for him and 7.5% for the solicitor in the bankruptcy), stating that in any event the Court would fix his fees at that percentage.

Messrs. Larouche and Provencher gave in to the argument presented to them because they believed that they had no choice.

[TRANSLATION]

Now, Mr. Bourque and Mr. Vézina told us this in more or less these words: that the 35% in any event, that if we did not agree to give them the 35%, that the law would allow them to have this 35%.

Now, in our own minds, we said: «Listen, he works with the law, they both work with the law, they are both experienced in this. If they tell us

---

qui sont habitués là-dedans. S'ils nous disent qu'ils ont droit à trente-cinq pour cent (35%) coudon, c'est ça». »  
(N.S. pages 654 et 655)

Il est moins que certain que la Cour aurait accepté de fixer à ce niveau la rémunération du syndic, surtout après avoir entendu la preuve de l'entente intervenue avec monsieur Sheedy.

Un autre acte posé par le syndic ne peut me laisser indifférent.

Le 24 mai 1990, il tire quatre (4) chèques de la Société immobilière 7000 inc. totalisant la somme de 175 000\$ et payables à deux compagnies à numéro dont il est actionnaire avec son épouse. Pour toute explication, il dira dans son témoignage qu'il s'agissait d'une erreur.

De plus, la négligence, pour ne pas dire le refus, de répondre aux questions de monsieur Larouche sur les honoraires et déboursés encourus pour le règlement de la faillite est inacceptable.

Le 21 mai 1991, alors qu'on lui soumet le relevé définitif des recettes et déboursés du syndic (pièce E-13) dans le dossier de la SICEEQ, daté du 22 octobre 1990, monsieur Clément Larouche n'avait pas encore reçu réponse à sa demande formulée par écrit le 5 juillet 1990 (pièce E-9) et il écrit :

« Nous avons pris connaissance de ce relevé et nous vous informons que nous ne pouvons l'accepter car nous croyons que les différents coûts engendrés par la réalisation de ce dossier sont trop élevés. Nous faisons allusion ici aux demandes d'explication que je vous faisais parvenir le 5 juillet 1990 à laquelle je n'ai pas eu de réponse satisfaisante je voulais des explications sur les items suivants :

— débours et frais d'opération . . . 564 595\$  
— items divers . . . . . 483 793\$  
— rémunération du syndic . . . . 450 000\$ »

that they are entitled to 35%, well then, that's that.  
(Transcript, pages 654 and 655)

It is less than certain that the Court would have agreed to fix the trustee's remuneration at that level, particularly after hearing the evidence of the agreement made with Mr. Sheedy.

There is one other thing done by the trustee on which I must comment.

On May 24, 1990, he drew four cheques from Société immobilière 7000 inc. totalling \$175,000, and payable to two numbered companies of which he and his wife are shareholders. The only explanation given in his testimony was that this was an error.

Moreover, his failure, not to say refusal, to reply to questions from Mr. Larouche as to the fees and disbursements incurred in settling the bankruptcy is unacceptable.

On May 21, 1991, when the trustee's final statement of receipts and disbursements (Exhibit E-13) in the SICEEQ case, dated October 22, 1990, was submitted to Clément Larouche, he had not yet received a reply to his written request of July 5, 1990 (Exhibit E-9), and he wrote:

[TRANSLATION]

We have reviewed this statement and we would inform you that we cannot accept it because we believe that the various costs involved in completing this case are too high. We are referring here to the requests for explanation which I sent to you on July 5, 1990, to which I have not had a satisfactory reply. I wished to have an explanation as to the following items:

1. Disbursements and operating expenses: . . . . . \$564,595  
2. Miscellaneous items: . . . . . \$483,793  
3. Trustee's remuneration: . . . . \$450,000

---

Il appert au surplus que l'intérêt des créanciers n'était certes pas sa préoccupation première.

En effet, il explique dans son témoignage qu'il a accepté que l'on retienne les services d'une «petite firme de comptable au lieu d'une grosse».

« Q. «Pour pas que ça aille trop loin?

R. Qu'on fouille trop. Autrement dit, si j'avais été une firme très experte et j'avais trouvé des paiements préférentiels, vous savez.....

A un moment donné monsieur Sheedy voulait contrôler le dossier. Vous savez, il l'avait fait mettre en faillite mais il voulait tout contrôler.

Alors on a décidé de prendre ma firme comptable qui était une plus petite firme comptable, qui était proche de moi et puis que peut-être de ça serait plus facile de ... gérer ce dossier-là. »  
(N.S. pages 270-271)

Or, le syndic est un fonctionnaire administratif représentant les créanciers du failli et son devoir est de protéger leurs intérêts. Comme l'écrit Me Robert Tessier dans son article «Le syndic en matière de faillite : son rôle, ses devoirs et obligations, sa responsabilité»<sup>4</sup> :

« Comme nous l'avons vu, le syndic est considéré comme un Fonctionnaire Administratif et comme un Officier du Tribunal. En pratique et le plus souvent, c'est également un professionnel versé en administration. De par la nature de ses fonctions, l'on peut s'attendre du syndic un comportement reflétant des critères élevés en ce qui concerne la rigueur et le professionnalisme. La Loi lui impose des obligations et des devoirs, et il doit comme toute autre personne suivre les prescriptions de l'ensemble des lois qui peuvent s'appliquer à une situation, les actes qu'il pose doivent l'être avec honnêteté, équité et impartialité, dans l'intérêt des créanciers et sans motivation autre

It further appears that the creditors' interests were certainly not his primary concern.

In fact, he explained in his testimony that he agreed that the services of [TRANSLATION] «a small accounting firm instead of a big one» be retained.

[TRANSLATION]

Q. So that it wouldn't go too far?

A. So that there wouldn't be too much digging. In other words, if I had been a very expert firm and I had found preferential payments, you know ...

At one point Mr. Sheedy wanted to control the case. You know, he had had it put into bankruptcy but he wanted to control everything.

So we decided to use my accounting firm which was a smaller accounting firm, which was close to me and so perhaps it would be easier to ... manage this case.

(Transcript, pages 270 and 271)

The trustee is an administrative official representing the creditors of the bankrupt and his duty is to protect their interests. As Robert Tessier wrote in his article «Le Syndic en matière de faillite: son rôle, ses devoirs et obligations, sa responsabilité»<sup>4</sup>:

[TRANSLATION]

As we have seen, the Trustee is considered to be an administrative official and an officer of the Court. In practice, and most often, the trustee is also a professional with experience in management. By the nature of the trustee's duties, we may expect that he or she will behave in a manner that reflects high standards in terms of rigour and professionalism. The Act imposes duties and obligations on the trustee, who must, like anyone else, follow the requirements of all legislation which may apply to a situation, and his or her actions must be carried out with honesty, fairness and impartiality, in the interests of the creditors, and without any motivation other than the perfor-

---

4 *Faillite et insolvabilité, Analyse du droit et de la pratique*, The Canadian Institute, 11 octobre 1990, pages 16 et 25.

---

4 *Faillite et insolvabilité, Analyse du droit et de la pratique*, The Canadian Institute, October 11, 1990, pages 16 and 25.

---

que l'accomplissement de son rôle principal qui est la réalisation et la distribution équitable des biens du débiteur insolvable parmi ses créanciers suivant le plan de répartition prévu à la Loi.»

Il avait écrit, préalablement, dans le même article :

« Les tribunaux ont souvent et depuis longtemps souligné ce devoir général du syndic. Comme le mentionne de façon suave la Cour d'Appel du Québec en 1925 dans l'affaire *In re Adolphe Perusse, et al.* :

Considérant que dans l'exercice de la fonction de syndic autorisé, les relations du syndic avec les créanciers ne sont pas celles de créancier à débiteur donnant à chacun le droit d'insister rigoureusement sur l'exécution à la lettre de leurs obligations respectives; mais que les relations du syndic avec les créanciers sont celles d'un fonctionnaire exerçant une fonction dans l'intérêt des administrés et non pas dans l'intérêt du fonctionnaire que dans l'exercice de cette fonction, le syndic, dans la liquidation des biens du failli doit, suivant la règle ordinaire, agir en bon père de famille, c'est-à-dire comme un homme d'affaires diligent et soigneux, qu'il doit aux créanciers assistance et aide, et leur doit toute son habileté et tout son dévouement et qu'au cas du conflit entre l'intérêt personnel du syndic intéressé à se faire des honoraires et l'intérêt des créanciers à une liquidation prompte et facile et sans frais inutiles, la préférence appartient aux créanciers. »

En conclusion, le surintendant des faillites, lequel est chargé de l'administration de tous les actifs auxquels s'applique la Loi, a le devoir, en vertu de l'article 7 de la Loi, de faire des recommandations appropriées au Ministre, après avoir effectué une investigation s'il :

« ... apparaît qu'un titulaire de licence visé par la présente loi n'a pas rempli ses fonctions convenablement, a été coupable d'une gestion irrégulière ou ne s'est pas entièrement conformé à la loi quant à la bonne administration d'un actif ...»

mance of his or her primary function, which is to effect the realization and fair distribution of the insolvent debtor's property among its creditors according to the plan set out in the Act.

Earlier in that article, he wrote:

For quite some time, the courts have often emphasized this general duty of the Trustee. In the well-chosen words of the Quebec Court of Appeal in 1925, in *In re Adolphe Perusse, et al.*:

In the performance of the duties of the authorized Trustee, the Trustee's relationship with the creditors is not one of creditor to debtor, in which each one has the right to insist strictly on the performance of their respective obligations to the letter, but is rather one of an official performing a duty in the interest of those under his or her administration, and not in the interests of the official other than in the performance of this duty. Accordingly, in liquidating the property of the bankrupt, the Trustee must, as a general rule, act as a «bon père de famille» or prudent administrator, that is, as a diligent and careful businessperson; he or she owes the creditors assistance and aid, and owes them all his or her skills and devotion; in the event of a conflict between the personal interests of the Trustee, who wishes to secure fees, and the interests of the creditors in a prompt and easy liquidation with no pointless expense, the creditors' interests are to be preferred.

In conclusion, the Superintendent of Bankruptcy, who is responsible for supervising the administration of all estates to which the Act applies, has a duty under section 7 of the Act to make the appropriate recommendations to the Minister, after making an investigation, if it

... appears that any licensee under this Act has not performed his duties properly or has been guilty of any improper conduct or has not fully complied with the law with regard to the proper administration of any estate ...

---

Ainsi, suite à une plainte reçue d'un créancier et d'un inspecteur à la faillite de la SICEEQ, le surintendant a effectué, conformément à la Loi, une investigation qui l'a amené à recommander d'annuler la licence de syndic de Normand Bourque et de Normand Bourque Syndic Ltée.

Le Ministre a le pouvoir, après avoir donné l'occasion à un titulaire de licence de se faire entendre, et après l'enquête et l'investigation supplémentaires qu'il juge appropriées, de reconsidérer la recommandation du surintendant.

Comme le surintendant est responsable de l'administration de tous les actifs et est conséquemment le surveillant des syndics, le Ministre n'ira à l'encontre de la recommandation du surintendant que si l'enquête et l'investigation supplémentaires lui démontrent que les faits sur lesquels le surintendant s'est basé pour faire ses recommandations ne sont pas exacts ou s'il apparaît que la recommandation du surintendant est nettement exagérée en regard de la preuve. Je ne puis en venir à cette conclusion.

POUR CES MOTIFS :

— J'ANNULE la licence de syndic de monsieur Normand Bourque et de Normand Bourque Syndic Ltée et les destitue de leurs fonctions de syndic.

QUÉBEC, le 27 janvier 1993

(signé)  
Guy Letarte, C.R.

Thus, upon receipt of a complaint from a creditor and an inspector in the SICEEQ bankruptcy, the Superintendent made an investigation in accordance with the Act, which led him to recommend that the licences of Normand Bourque and of Normand Bourque Syndic Ltée to act as trustees be cancelled.

The Minister has the power, after affording the licensee a reasonable opportunity to be heard, and on such further inquiry and investigation as he deems proper, to reconsider the recommendation of the Superintendent.

Because the Superintendent is responsible for the administration of all estates and accordingly is the supervisor of trustees, the Minister will go against the recommendation of the Superintendent only if the further inquiry and investigation show him that the facts on which the superintendent has relied in making his recommendations are not correct, or if it appears that the Superintendent's recommendation is clearly excessive having regard to the evidence. I cannot so conclude.

FOR THESE REASONS:

— I CANCEL the licences of Normand Bourque and of Normand Bourque Syndic Ltée to act as trustees and strip them of their powers as trustees.

QUEBEC CITY, January 27, 1993.

(signed)  
GUY LETARTE, Q.C.

# STATISTIQUES - STATISTICS

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES  
BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

## FAILLITES

Juillet 1993 & 1992

## BANKRUPTCIES

July 1993 & 1992

	Mois Courant — Current Month			Année précédente Previous Year	Cumul pour l'année — Yearly to date			Année précédente Previous Year
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total		Consommateur Consumer	Affaire Business	Total	
T.-N./Nfld.	48	14	62	(72)	320	83	403	(516)
N.-É./N.S.	138	29	167	(218)	957	362	1,319	(1,711)
I.P.-É./P.E.I.	3	2	5	(5)	30	16	46	(52)
N.-B./N.B.	32	8	40	(47)	268	113	381	(487)
Québec	1,139	277	1,416	(1,617)	9,077	2,684	11,761	(12,784)
Ontario	1,790	276	2,066	(2,739)	13,812	2,455	16,267	(19,114)
Manitoba	214	25	239	(194)	1,482	165	1,647	(1,669)
Saskatchewan	73	36	109	(148)	752	270	1,022	(1,322)
Alberta	433	97	530	(634)	3,289	824	4,113	(4,479)
C.-B./B.C.	322	68	390	(485)	2,492	558	3,050	(3,719)
T.N.-O./N.W.T.	1	0	1	(0)	9	2	11	(12)
Yukon	0	0	0	(0)	0	0	0	(0)
Canada	4,193	832	5,025	(6,159)	32,488	7,532	40,020	(45,865)

## PROPOSITIONS

Juillet 1993

## PROPOSALS

July 1993

	Mois courant — Current month			Total	Cumul pour l'année — Yearly to date		
	* Div I	Div II (Cons.)			* Div I	Div II (Cons.)	Total
T.-N./Nfld.	1	3	4	6	10	16	
N.-É./N.S.	5	3	8	16	32	48	
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	1	0	1	
N.-B./N.B.	1	1	2	5	2	7	
Québec	27	22	49	117	139	256	
Ontario	24	105	129	69	697	766	
Manitoba	1	4	5	6	46	52	
Saskatchewan	1	5	6	10	31	41	
Alberta	1	36	37	15	143	158	
C.-B./B.C.	4	2	6	25	21	46	
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	1	1	2	
Yukon	0	0	0	0	0	0	
Canada	65	181	246	271	1,122	1,393	

\* Inclus les Avis d'intention  
\* Includes Notices of Intention

**MISES SOUS SÉQUESTRES**
**RECEIVERSHIPS**

Juillet 1993

July 1993

	Mois courant Current month		Total	Cumul pour l'année Yearly to date		Total
	Privée Private	Cour Court		Privée Private	Cour Court	
T.-N./Nfld.	6	0	6	19	0	19
N.-É./N.S.	3	0	3	50	0	50
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	4	0	4
N.-B./N.B.	6	0	6	15	1	16
Québec	20	1	21	130	2	132
Ontario	77	2	79	507	22	529
Manitoba	2	2	4	21	3	24
Saskatchewan	8	0	8	39	3	42
Alberta	16	2	18	106	22	128
C.-B./B.C.	9	0	9	66	13	79
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	5	0	5
Yukon	0	0	0	0	0	0
<b>Canada</b>	<b>148</b>	<b>7</b>	<b>155</b>	<b>963</b>	<b>66</b>	<b>1,029</b>



	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>CANADA</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	25	8,412,925	271	58,087,752
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries .....	7	276,087	54	14,639,784
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	8	865,305	51	11,191,049
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	1	822,557	32	100,721,568
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	57	29,487,306	597	508,630,608
Industries de la construction Construction industries.....	98	38,166,676	1,031	308,440,749
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	49	5,222,015	417	182,983,551
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	12	1,073,484	73	8,150,056
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	54	19,263,807	495	232,049,255
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	211	46,733,317	1,764	423,027,626
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	7	4,770,297	83	84,264,141
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	32	39,417,867	262	313,699,117
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	65	31,827,690	574	261,644,038
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	1	68,665	15	3,625,463
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	2	336,241	20	3,939,642
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	14	1,666,827	117	73,879,123
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	95	15,626,457	933	246,662,099
Autres industries de services Other service industries .....	94	17,607,730	743	330,960,900
<b>Total .....</b>	<b>832</b>	<b>261,645,253</b>	<b>7,532</b>	<b>3,166,596,521</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs  
\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors  
\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets
<b>CANADA</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	0	0	9	75,370,205
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries .....	0	0	1	400,000
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	0	0	2	367,567
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	1	0	8	1,755,921
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	13	13,563,958	131	175,526,430
Industries de la construction Construction industries.....	22	19,877,809	92	339,465,736
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	6	927,251	33	55,345,559
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	1	0	5	1,626,481
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	8	4,637,675	88	118,045,536 **
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	39	44,403,000	218	371,167,200
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	4	3,821,788	37	99,049,912
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	22	178,105,225	121	847,413,326
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	3	3,258,811	52	117,670,540
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	1	0	8	6,194,222
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	4	7,468,609	19	254,024,747
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	17	10,605,384	127	207,672,012
Autres industries de services Other service industries .....	13	27,758,786	72	400,868,235
<b>Total .....</b>	<b>154</b>	<b>314,428,296</b>	<b>1,023</b>	<b>3,071,963,629</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs  
\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors  
\* As per SIC major groups (1980)

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN JUILLET 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN JULY 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>T.-N./NFLD.</b>							
ST-JOHN'S	24	2	1	2	29	762,532	3,171,253
AUTRES/OTHERS	24	12	0	1	37	1,675,576	2,764,330
TOTAL	48	14	1	3	66	2,438,108	5,935,583
<b>N.-É./N.S.</b>							
HALIFAX	64	9	2	2	77	2,497,317	6,139,281
SYDNEY	9	0	0	1	10	72,800	424,237
SYDNEY MINES	2	1	0	0	3	54,800	51,026
AUTRES/OTHERS	63	19	3	0	85	2,456,671	10,881,625
TOTAL	138	29	5	3	175	5,081,588	17,496,169
<b>I.P.-É./P.E.I.</b>							
CHARLOTTETOWN	1	0	0	0	1	14,620	5,043
AUTRES/OTHERS	2	2	0	0	4	54,900	218,225
TOTAL	3	2	0	0	5	69,520	223,268
<b>N.-B./N.B.</b>							
FREDERICTON	3	0	0	0	3	22,350	69,557
MONCTON	4	1	0	0	5	20,110	384,887
SAINT-JOHN	6	1	0	1	8	150,806	240,887
AUTRES/OTHERS	19	6	1	0	26	223,500	1,846,156
TOTAL	32	8	1	1	42	416,766	2,541,487
<b>QUÉBEC</b>							
BAIE-COMEAU	7	0	0	0	7	16,400	90,680
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	8	3	1	0	12	195,990	753,659
DRUMMONDVILLE	10	8	0	0	18	384,817	1,120,508
GRANBY	9	5	0	0	14	1,566,033	2,348,027
HULL/GATINEAU/AYLMER	78	5	0	1	84	2,019,983	3,946,776
MONTRÉAL	494	123	9	12	638	25,461,315	84,577,157
QUÉBEC	87	27	14	3	131	4,760,951	15,861,437
RIMOUSKI	5	1	0	0	6	110,700	319,830
ROUYN	3	1	0	0	4	12,200	255,337
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	8	4	0	0	12	675,850	745,503
SHAWINIGAN	3	1	0	0	4	17,300	81,384
SHERBROOKE	7	4	0	0	11	197,542	722,642
SOREL	6	0	0	0	6	432,532	49,174
ST-HYACINTHE	4	2	0	0	6	146,538	910,956
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	13	9	0	0	22	1,138,363	1,843,901
ST-JERÔME	12	2	0	0	14	263,322	728,253
THETFORD MINES	1	0	0	0	1	3,150	19,616
TROIS-RIVIÈRES	11	0	0	2	13	190,931	458,055
VICTORIAVILLE	7	2	0	0	9	82,700	203,971
AUTRES/OTHERS	366	80	3	4	453	14,542,330	33,707,705
TOTAL	1,139	277	27	22	1,465	52,218,947	148,744,571

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN JUILLET 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN JULY 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>ONTARIO</b>							
BARRIE	32	5	0	0	37	1,090,225	1,725,718
BELLEVILLE	8	2	0	0	10	563,175	1,247,106
BRANTFORD	18	4	0	0	22	839,720	1,033,810
BROCKVILLE	4	0	0	0	4	191,900	344,448
CHATHAM	0	0	0	0	0	0	0
CORNWALL	9	3	0	2	14	5,654,893	9,071,182
GUELPH	26	3	0	2	31	999,039	1,754,781
HAMILTON	108	22	1	7	138	9,245,355	17,530,620
KINGSTON	22	5	0	6	33	863,246	3,687,987
KITCHENER	51	6	0	0	57	2,727,525	10,755,018
LONDON	46	4	0	7	57	1,381,799	2,136,804
MIDLAND	0	1	0	0	1	3,000	68,981
NORTH BAY	17	2	0	0	19	326,970	762,302
ORILLIA	8	2	0	0	10	611,192	1,292,806
OSHAWA	62	8	0	0	70	3,018,985	5,305,229
OTTAWA	117	17	2	14	150	4,492,392	13,771,351
OWEN SOUND	3	1	0	2	6	12,550	988,949
PETERBOROUGH	16	3	0	0	19	1,493,982	5,975,767
SARNIA	17	2	0	6	25	761,700	1,141,509
SAULT-STE-MARIE	13	0	0	0	13	157,200	377,415
ST-CATHARINES/NIAGARA	42	4	12	1	59	2,412,021	72,636,751
STRATFORD	3	2	0	0	5	309,127	253,100
SUDBURY	22	4	0	0	26	1,075,461	1,765,568
THUNDER BAY	5	0	0	0	5	200,224	223,298
TORONTO	742	113	8	28	891	53,497,605	132,163,300
TRENTON	7	0	0	0	7	27,650	262,325
WINDSOR	30	3	0	1	34	222,735	1,270,872
AUTRES/OTHERS	362	60	1	29	452	25,344,824	52,804,849
TOTAL	1,790	276	24	105	2,195	117,524,495	340,351,846
<b>MANITOBA</b>							
WINNIPEG	162	13	1	1	177	5,245,624	16,586,056
AUTRES/OTHERS	52	12	0	3	67	2,199,964	3,490,752
TOTAL	214	25	1	4	244	7,445,588	20,076,808
<b>SASKATCHEWAN</b>							
MOOSE JAW	3	1	0	0	4	180,223	220,069
PRINCE ALBERT	1	2	0	2	5	191,387	306,782
REGINA	24	3	1	1	29	1,626,111	1,812,280
SASKATOON	22	7	0	0	29	943,364	1,300,156
AUTRES/OTHERS	23	23	0	2	48	2,383,455	4,735,174
TOTAL	73	36	1	5	115	5,324,540	8,374,461

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN JUILLET 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN JULY 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>ALBERTA</b>							
CALGARY	177	23	0	22	222	29,875,683	34,527,492
EDMONTON	114	26	1	12	153	3,481,638	6,380,344
MEDICINE HAT	7	2	0	0	9	377,584	303,175
AUTRES/OTHERS	135	46	0	2	183	9,140,796	11,662,335
TOTAL	433	97	1	36	567	42,875,701	52,873,346
<b>C.-B./B.C.</b>							
CHILLIWACK	3	0	0	0	3	13,508	33,500
COURTENAY	3	0	0	0	3	5,580	91,333
KAMLOOPS	9	0	0	0	9	22,705	144,563
KELOWNA	13	3	0	0	16	99,337	519,048
NANAIMO	9	2	0	0	11	32,109	386,675
PRINCE-GEORGE	12	0	0	0	12	172,253	379,075
TERRACE	1	1	0	0	2	4,400	379,313
VANCOUVER	184	38	0	1	223	2,517,036	10,461,150
VERNON	3	1	0	0	4	125,255	308,645
VICTORIA	34	3	2	1	40	751,456	1,786,629
AUTRES/OTHERS	51	20	2	0	73	816,484	4,347,464
TOTAL	322	68	4	2	396	4,560,123	18,837,395
<b>T.N.-O./N.W.T.</b>							
TOTAL	1	0	0	0	1	4,600	7,400
<b>YUKON</b>							
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
<b>CANADA</b>							
TOTAL	4,193	832	65	181	5,271	237,959,976	615,462,334

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)  
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de juillet 1993

Provinces participantes

Report for the month of  
July 1993

Participating Provinces

	Colombie- Britannique — British Columbia	Alberta — Alberta	Saskatchewan — Saskatchewan	Manitoba — Manitoba	Nouvelle-Écosse — Nova Scotia	Ile du Prince- Édouard — Prince Edward Island	Total
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois .....	N/A	N/A	6	1	35	5	47
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month .....							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion .....	N/A	N/A	62,415.99	67,966.40	371,360.00	20,007.35	521,749.74
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month .....							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion .....	N/A	N/A	8,184.76	81,108.87	357,005.00	0	446,298.63
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month .....							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois .....	N/A	N/A	0	15	0	1	16
Total number of terminations and defaults during the month .....							

# STATISTIQUES - STATISTICS

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES  
BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

## FAILLITES

Août 1993 & 1992

## BANKRUPTCIES

August 1993 & 1992

	Mois Courant — Current Month			Année précédente Previous Year	Cumul pour l'année — Yearly to date			Année précédente Previous Year
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total		Consommateur Consumer	Affaire Business	Total	
T.-N./Nfld.	39	6	45	(50)	358	90	448	(566)
N.-É./N.S.	130	27	157	(187)	1,088	389	1,477	(1,899)
I.P.-É./P.E.I.	10	1	11	(10)	40	17	57	(62)
N.-B./N.B.	39	13	52	(71)	306	128	434	(559)
Québec	1,251	298	1,549	(1,629)	10,332	3,020	13,352	(14,464)
Ontario	1,764	285	2,049	(2,259)	15,592	2,759	18,351	(21,438)
Manitoba	192	17	209	(216)	1,674	184	1,858	(1,887)
Saskatchewan	83	28	111	(142)	835	300	1,135	(1,465)
Alberta	405	114	519	(503)	3,686	951	4,637	(4,988)
C.-B./B.C.	341	58	399	(408)	2,834	619	3,453	4,129)
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	(1)	9	4	13	(13)
Yukon	0	0	0	(0)	0	0	0	(0)
Canada	4,254	847	5,101	(5,476)	36,754	8,461	45,215	(51,470)

## PROPOSITIONS

Août 1993

## PROPOSALS

August 1993

	Mois courant — Current month			Total	Cumul pour l'année — Yearly to date		
	* Div I	Div II (Cons.)			* Div I	Div II (Cons.)	Total
T.-N./Nfld.	0	2	2	5	14	19	
N.-É./N.S.	4	10	14	19	42	61	
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	1	0	1	
N.-B./N.B.	0	2	2	5	4	9	
Québec	23	17	40	94	150	244	
Ontario	19	75	94	76	751	827	
Manitoba	0	9	9	5	55	60	
Saskatchewan	0	5	5	10	35	45	
Alberta	6	18	24	18	159	177	
C.-B./B.C.	3	7	10	30	27	57	
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	0	1	1	
Yukon	0	0	0	0	0	0	
Canada	55	145	200	263	1,238	1,501	

\* Inclus les Avis d'intention  
\* Includes Notices of intention

**MISES SOUS SÉQUESTRES**

Août 1993

**RECEIVERSHIPS**

August 1993

	Mois courant — Current month		Total	Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Privée Private	Cour Court		Privée Private	Cour Court	Total
T.-N./Nfld.	2	0	2	20	0	20
N.-É./N.S.	3	0	3	52	0	52
I.P.-É./P.E.I.	1	0	1	5	0	5
N.-B./N.B.	4	0	4	19	1	20
Québec	14	0	14	147	1	148
Ontario	77	2	79	588	24	612
Manitoba	3	1	4	24	4	28
Saskatchewan	4	0	4	43	3	46
Alberta	10	6	16	117	28	145
C.-B./B.C.	8	3	11	74	16	90
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	5	0	5
Yukon	0	0	0	0	0	0
<b>Canada</b>	<b>126</b>	<b>12</b>	<b>138</b>	<b>1,095</b>	<b>77</b>	<b>1,172</b>



	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>CANADA</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	31	6,242,753	304	66,161,166
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries .....	7	532,348	61	15,172,132
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	11	832,724	61	5,351,643
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	4	465,309	37	101,636,717
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	86	33,161,493	690	550,758,670
Industries de la construction Construction industries.....	94	26,244,376	1,139	335,664,380
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	43	4,951,293	465	188,457,101
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	8	471,268	85	8,753,201
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	46	18,968,168	547	257,791,685
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	196	63,642,176	1,969	664,289,484
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	6	3,653,226	90	90,657,698
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	34	19,717,219	299	344,413,248
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	57	44,160,399	640	313,920,373
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	3	1,498,058	18	5,123,521
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	4	252,779	24	7,596,160
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	11	5,833,898	129	81,163,179
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	122	22,346,601	1,064	284,537,563
Autres industries de services Other service industries .....	84	24,386,185	839	359,681,302
<b>Total .....</b>	<b>847</b>	<b>277,360,273</b>	<b>8,461</b>	<b>3,681,129,223</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs  
\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors  
\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets
<b>CANADA</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	1	0	10	75,370,205
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries .....	0	0	1	400,000
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	0	0	2	367,567
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	0	0	8	1,755,921
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	21	14,972,706	152	190,499,136
Industries de la construction Construction industries.....	11	42,513,824	105	382,071,848
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries .....	2	95,633	35	55,441,192
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	2	880,001	7	2,506,482
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	18	5,027,678	107	123,140,500
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	27	141,703,661	246	513,674,942
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	4	8,281,714	41	107,331,626
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	19	101,568,296	137	948,058,775
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	8	10,282,503	61	127,953,043
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	0	0	8	6,194,222
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	19	254,024,747
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	10	8,900,602	136	216,141,596
Autres industries de services Other service industries .....	15	22,104,831	87	422,973,066
<b>Total .....</b>	<b>138</b>	<b>356,331,449</b>	<b>1,162</b>	<b>3,427,904,868</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs  
\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors  
\* As per SIC major groups (1980)

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN AOUT 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN AUGUST 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>T.-N./NFLD.</b>							
ST-JOHN'S	17	4	0	0	21	1,157,637	2,103,813
AUTRES/OTHERS	22	2	0	2	26	518,456	978,413
TOTAL	39	6	0	2	47	1,676,093	3,082,226
<b>N.-É./N.S.</b>							
HALIFAX	57	10	2	3	72	6,861,332	9,864,658
SYDNEY	15	0	0	1	16	198,500	404,438
SYDNEY MINES	3	0	0	0	3	1,850	32,118
AUTRES/OTHERS	55	17	2	6	80	2,944,854	4,044,340
TOTAL	130	27	4	10	171	10,006,536	14,345,554
<b>I.P.-É./P.E.I.</b>							
CHARLOTTETOWN	2	0	0	0	2	74,290	38,897
AUTRES/OTHERS	8	1	0	0	9	297,516	903,449
TOTAL	10	1	0	0	11	371,806	942,346
<b>N.-B./N.B.</b>							
FREDERICTON	1	4	0	0	5	423,500	866,314
MONCTON	7	3	0	0	10	151,321	421,548
SAINT-JOHN	4	2	0	2	8	30,076	156,788
AUTRES/OTHERS	27	4	0	0	31	913,547	2,057,407
TOTAL	39	13	0	2	54	1,518,444	3,502,057
<b>QUÉBEC</b>							
BAIE-COMEAU	2	1	0	0	3	35,550	73,851
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	16	6	0	0	22	1,189,039	1,659,071
DRUMMONDVILLE	4	1	0	0	5	9,400	218,379
GRANBY	13	1	0	0	14	291,914	1,145,156
HULL/GATINEAU/AYLMER	93	10	0	3	106	2,800,629	6,150,008
MONTRÉAL	558	113	7	6	684	32,890,315	92,556,926
QUÉBEC	121	25	7	0	153	3,642,803	7,126,647
RIMOUSKI	4	0	0	0	4	88,550	153,721
ROUYN	4	1	0	0	5	859,900	721,894
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	9	1	0	0	10	24,820	185,058
SHAWINIGAN	5	2	0	0	7	202,464	473,312
SHERBROOKE	9	4	0	0	13	254,502	452,715
SOREL	7	1	0	0	8	247,430	575,724
ST-HYACINTHE	7	0	0	0	7	65,750	110,264
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	20	3	0	0	23	2,805,749	3,333,762
ST-JERÔME	21	0	0	0	21	489,876	858,606
THETFORD MINES	2	1	0	0	3	191,350	232,484
TROIS-RIVIÈRES	17	9	0	0	26	458,200	1,209,046
VICTORIAVILLE	2	3	0	0	5	2,410,002	3,144,885
AUTRES/OTHERS	337	116	9	8	470	17,451,576	42,058,916
TOTAL	1,251	298	23	17	1,589	66,409,819	162,440,425

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN AOUT 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN AUGUST 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>ONTARIO</b>							
BARRIE	38	5	2	0	45	1,977,202	2,537,755
BELLEVILLE	8	0	0	2	10	400,934	838,090
BRANTFORD	18	4	0	0	22	526,455	1,748,171
BROCKVILLE	2	0	0	2	4	153,648	208,384
CHATHAM	1	0	0	0	1	1,550	5,492
CORNWALL	11	0	0	0	11	448,442	724,052
GUELPH	11	1	0	1	13	131,297	548,892
HAMILTON	113	11	0	5	129	5,615,259	12,583,535
KINGSTON	29	1	0	6	36	664,000	1,154,287
KITCHENER	64	18	0	3	85	2,993,106	5,574,889
LONDON	45	11	4	2	62	2,590,686	4,919,449
MIDLAND	4	1	0	0	5	311,000	575,355
NORTH BAY	11	5	0	0	16	572,831	683,715
ORILLIA	11	2	0	0	13	270,300	1,279,518
OSHAWA	37	0	0	2	39	2,242,051	4,742,811
OTTAWA	102	11	0	8	121	4,075,629	11,329,007
OWEN SOUND	4	1	0	0	5	345,911	308,256
PETERBOROUGH	16	3	0	0	19	780,201	1,146,164
SARNIA	9	1	0	0	10	96,812	456,694
SAULT-STE-MARIE	10	1	0	1	12	44,900	278,547
ST-CATHARINES/NIAGARA	59	12	0	0	71	4,951,770	11,031,178
STRATFORD	2	1	0	0	3	287,970	281,674
SUDBURY	17	2	0	0	19	177,500	608,909
THUNDER BAY	9	0	0	0	9	180,778	323,458
TORONTO	721	108	9	25	863	51,530,809	155,203,430
TRENTON	7	0	0	0	7	3,401	210,729
WINDSOR	36	2	0	0	38	810,511	1,666,150
AUTRES/OTHERS	369	84	4	18	475	29,943,398	59,488,576
<b>TOTAL</b>	<b>1,764</b>	<b>285</b>	<b>19</b>	<b>75</b>	<b>2,143</b>	<b>112,128,351</b>	<b>280,457,167</b>
<b>MANITOBA</b>							
WINNIPEG	138	12	0	6	156	4,392,847	61,132,183
AUTRES/OTHERS	54	5	0	3	62	1,630,203	2,697,292
<b>TOTAL</b>	<b>192</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>218</b>	<b>6,023,050</b>	<b>63,829,475</b>
<b>SASKATCHEWAN</b>							
MOOSE JAW	1	2	0	0	3	111,850	196,664
PRINCE ALBERT	6	0	0	0	6	139,558	199,219
REGINA	25	2	0	0	27	740,750	1,334,659
SASKATOON	25	5	0	3	33	1,557,920	1,760,970
AUTRES/OTHERS	26	19	0	2	47	2,102,722	4,642,090
<b>TOTAL</b>	<b>83</b>	<b>28</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>116</b>	<b>4,652,800</b>	<b>8,133,602</b>

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN AOÛT 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN AUGUST 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>ALBERTA</b>							
CALGARY	164	37	2	9	212	9,073,094	15,711,216
EDMONTON	118	39	0	3	160	6,057,896	7,820,519
MEDICINE HAT	4	2	1	0	7	170,090	343,882
AUTRES/OTHERS	119	36	3	6	164	5,526,520	8,126,130
<b>TOTAL</b>	<b>405</b>	<b>114</b>	<b>6</b>	<b>18</b>	<b>543</b>	<b>20,827,600</b>	<b>32,001,747</b>
<b>C.-B./B.C.</b>							
CHILLIWACK	1	0	0	0	1	450	7,104
COURTENAY	5	0	0	0	5	24,100	132,557
KAMLOOPS	15	3	0	0	18	84,660	330,070
KELOWNA	20	2	0	1	23	294,212	987,773
NANAIMO	7	2	1	0	10	22,205	213,183
PRINCE-GEORGE	9	2	0	0	11	68,850	251,183
TERRACE	2	0	0	0	2	4,250	61,981
VANCOUVER	165	25	1	4	195	2,535,613	8,870,562
VERNON	8	1	0	0	9	18,708	258,225
VICTORIA	33	7	0	0	40	4,039,739	11,467,309
AUTRES/OTHERS	76	16	1	2	95	1,363,191	7,206,115
<b>TOTAL</b>	<b>341</b>	<b>58</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>409</b>	<b>8,455,978</b>	<b>29,786,062</b>
<b>T.N.-O./N.W.T.</b>							
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>YUKON</b>							
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CANADA</b>							
<b>TOTAL</b>	<b>4,254</b>	<b>847</b>	<b>55</b>	<b>145</b>	<b>5,301</b>	<b>232,070,477</b>	<b>598,520,661</b>

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)  
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois d'août 1993

Provinces participantes

Report for the month of  
August 1993

Participating Provinces

	Colombie- Britannique — British Columbia	Alberta — Alberta	Saskatchewan — Saskatchewan	Manitoba — Manitoba	Nouvelle-Écosse — Nova Scotia	Ile du Prince- Édouard — Prince Edward Island	Total
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois .....	N/A	17	3	0	38	3	61
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month .....							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion .....	N/A	294,432.86	38,313.87	91,989.35	412,786.00	24,253.29	861,775.37
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month .....							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion .....	N/A	287,790.11	111,506.77	69,396.51	428,282.00	4,390.82	901,366.21
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month .....							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois .....	N/A	8	0	5	52	3	68
Total number of terminations and defaults during the month .....							

# STATISTIQUES - STATISTICS

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES  
BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

## FAILLITES

## BANKRUPTCIES

Septembre 1993 & 1992

September 1993 & 1992

	Mois Courant — Current Month			Cumul pour l'année — Yearly to date				
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total	Année précédente Previous Year	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total	Année précédente Previous Year
T.-N./Nfld.	46	9	55	(74)	404	98	502	(640)
N.-É./N.S.	121	36	157	(234)	1,211	424	1,635	(2,133)
I.P.-É./P.E.I.	7	2	9	(5)	47	19	66	(67)
N.-B./N.B.	45	18	63	(84)	351	145	496	(643)
Québec	1,345	380	1,725	(1,831)	11,680	3,419	15,099	(16,332)
Ontario	1,832	290	2,122	(2,631)	17,433	3,064	20,497	(24,100)
Manitoba	185	18	203	(253)	1,859	202	2,061	(2,141)
Saskatchewan	90	33	123	(164)	925	334	1,259	(1,630)
Alberta	399	147	546	(639)	4,083	1,099	5,182	(5,627)
C.-B./B.C.	287	56	343	(474)	3,120	678	3,798	(4,609)
T.N.-O./N.W.T.	2	1	3	(2)	11	5	16	(15)
Yukon	0	0	0	(0)	0	0	0	(0)
Canada	4,359	990	5,349	(6,391)	41,124	9,487	50,611	(57,937)

## PROPOSITIONS

## PROPOSALS

Septembre 1993

September 1993

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	* Div I	Div II (Cons.)	Total	* Div I	Div II (Cons.)	Total
T.-N./Nfld.	0	5	5	5	18	23
N.-É./N.S.	4	12	16	20	55	75
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	1	0	1
N.-B./N.B.	1	4	5	6	8	14
Québec	29	14	43	104	163	267
Ontario	16	79	95	84	820	904
Manitoba	0	12	12	5	66	71
Saskatchewan	0	3	3	10	38	48
Alberta	15	28	43	33	185	218
C.-B./B.C.	5	5	10	35	33	68
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	0	1	1
Yukon	0	0	0	0	0	0
Canada	70	162	232	303	1,387	1,690

\* Inclus les Avis d'intention  
\* Includes Notices of Intention

**MISES SOUS SÉQUESTRES**

Septembre 1993

**RECEIVERSHIPS**

September 1993

	Mois courant Current month			Cumul pour l'année Yearly to date		
	Privée Private	Cour Court	Total	Privée Private	Cour Court	Total
T.-N./Nfld.	1	0	1	22	0	22
N.-É./N.S.	4	0	4	56	0	56
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	5	0	5
N.-B./N.B.	9	0	9	28	1	29
Québec	17	0	17	164	1	165
Ontario	42	2	44	635	26	661
Manitoba	5	0	5	29	4	33
Saskatchewan	3	0	3	46	3	49
Alberta	9	4	13	126	32	158
C.-B./B.C.	5	4	9	79	20	99
T.N.-O./N.W.T.	1	0	1	6	0	6
Yukon	0	0	0	0	0	0
<b>Canada</b>	<b>96</b>	<b>10</b>	<b>106</b>	<b>1,197</b>	<b>87</b>	<b>1,284</b>



	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
<b>CANADA</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	21	30,030,766	325	96,191,932
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries .....	4	229,223	64	15,350,961
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	4	290,846	65	5,642,489
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	1	1,698,255	38	103,334,972
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	77	41,978,990	770	610,272,960
Industries de la construction Construction industries .....	138	57,584,581	1,281	399,415,387
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries .....	43	6,109,572	508	194,566,673
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	19	1,619,615	104	10,372,816
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries .....	46	50,857,252	598	310,651,088
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	219	34,515,331	2,193	700,409,062
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	14	16,173,071	105	106,831,770
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	29	21,582,338	334	368,979,451
Industries des services aux entreprises Business service industries .....	92	92,757,861	734	412,082,604
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	3	222,077	21	5,345,598
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	3	138,551	27	7,734,711
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries .....	25	3,389,347	156	85,298,592
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	147	49,230,324	1,215	334,327,107
Autres industries de services Other service industries .....	105	33,153,681	949	422,458,574
<b>Total .....</b>	<b>990</b>	<b>441,561,681</b>	<b>9,487</b>	<b>4,189,266,747</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs  
\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors  
\* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets
<b>CANADA</b>				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries .....	0	0	10	75,370,205
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries .....	0	0	1	400,000
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries .....	0	0	2	367,567
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries .....	2	5,200,000	10	6,955,921
Industries manufacturières Manufacturing industries .....	13	21,845,699	165	212,344,835
Industries de la construction Construction industries.....	16	14,983,420	121	384,613,619
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	35	55,441,192
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries .....	0	0	7	2,506,482
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	11	7,545,003	118	130,685,503 **
Industries du commerce de détail Retail trade industries .....	17	2,898,683	267	517,487,089
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries .....	0	0	39	107,331,626
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	14	28,163,123	151	976,221,898
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	6	3,725,330	67	131,678,373
Industries des services gouvernementaux Government service industries .....	0	0	8	6,194,222
Industries des services d'enseignement Educational service industries .....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	19	254,024,747
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries .....	12	10,839,196	148	226,980,792
Autres industries de services Other service industries .....	15	27,851,056	104	450,958,122
<b>Total .....</b>	<b>106</b>	<b>123,051,510</b>	<b>1,272</b>	<b>3,539,562,193</b>

\* Tel que déclaré par les débiteurs  
\* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

\* As declared by Debtors  
\* As per SIC major groups (1980)

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN SEPTEMBRE 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN SEPTEMBER 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>T.-N./NFLD.</b>							
ST-JOHN'S	16	2	0	2	20	177,467	579,099
AUTRES/OTHERS	30	7	0	3	40	1,294,719	4,044,258
TOTAL	46	9	0	5	60	1,472,186	4,623,357
<b>N.-É./N.S.</b>							
HALIFAX	36	11	0	9	56	947,467	2,886,870
SYDNEY	11	3	0	0	14	578,148	843,935
SYDNEY MINES	3	0	0	0	3	950	63,329
AUTRES/OTHERS	71	22	4	3	100	3,836,124	6,614,928
TOTAL	121	36	4	12	173	5,362,689	10,409,062
<b>I.P.-É./P.E.I.</b>							
CHARLOTTETOWN	1	1	0	0	2	66,667	130,116
AUTRES/OTHERS	6	1	0	0	7	136,245	361,273
TOTAL	7	2	0	0	9	202,912	491,389
<b>N.-B./N.B.</b>							
FREDERICTON	6	0	0	0	6	87,682	114,516
MONCTON	12	6	0	1	19	1,063,117	1,723,187
SAINT-JOHN	5	2	0	1	8	405,003	505,546
AUTRES/OTHERS	22	10	1	2	35	872,770	1,801,578
TOTAL	45	18	1	4	68	2,428,572	4,144,827
<b>QUÉBEC</b>							
BAIE-COMEAU	1	0	0	0	1	200	10,078
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	17	7	1	0	25	284,509	1,522,076
DRUMMONDVILLE	9	3	0	0	12	52,800	616,881
GRANBY	23	5	0	0	28	380,747	885,904
HULL/GATINEAU/AYLMER	90	2	0	1	93	2,016,881	4,112,508
MONTRÉAL	639	158	6	9	812	52,089,787	245,261,981
QUÉBEC	88	25	14	1	128	5,751,046	14,382,822
RIMOUSKI	12	1	1	0	14	350,550	464,653
ROUYN	7	0	0	0	7	113,450	215,246
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	5	3	0	0	8	91,950	378,007
SHAWINIGAN	6	3	0	0	9	488,223	1,036,226
SHERBROOKE	18	5	0	0	23	312,219	1,242,572
SOREL	7	0	0	0	7	17,652	162,752
ST-HYACINTHE	6	3	0	0	9	135,400	300,939
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	14	7	1	0	22	3,615,507	4,663,270
ST-JERÔME	13	1	0	0	14	274,305	397,247
THETFORD MINES	3	0	0	0	3	8,725	106,967
TROIS-RIVIÈRES	18	12	0	0	30	728,024	1,999,903
VICTORIAVILLE	3	1	1	0	5	136,450	395,840
AUTRES/OTHERS	366	144	5	3	518	17,741,375	48,099,694
TOTAL	1,345	380	29	14	1,768	84,589,800	326,255,566

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN SEPTEMBRE 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN SEPTEMBER 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>ONTARIO</b>							
BARRIE	25	3	0	0	28	2,447,369	1,866,949
BELLEVILLE	10	2	0	2	14	942,775	1,474,935
BRANTFORD	13	2	0	0	15	432,595	772,633
BROCKVILLE	4	0	0	2	6	13,400	96,870
CHATHAM	6	1	0	0	7	160,700	194,117
CORNWALL	19	0	0	1	20	285,795	585,088
GUELPH	17	3	0	0	20	458,062	673,395
HAMILTON	107	17	0	6	130	5,328,400	14,121,151
KINGSTON	22	1	0	5	28	633,275	1,525,519
KITCHENER	61	10	0	4	75	5,280,063	15,280,102
LONDON	53	7	2	5	67	1,274,848	2,767,502
MIDLAND	0	0	0	0	0	0	0
NORTH BAY	21	1	0	0	22	372,652	551,510
ORILLIA	3	2	0	0	5	155,700	600,131
OSHAWA	59	5	0	3	67	3,361,291	11,319,173
OTTAWA	118	20	1	6	145	4,206,431	11,588,009
OWEN SOUND	3	1	0	2	6	363,900	1,391,961
PETERBOROUGH	20	1	0	0	21	732,551	984,517
SARNIA	7	1	1	1	10	212,450	568,746
SAULT-STE-MARIE	13	0	0	0	13	618,050	562,035
ST-CATHARINES/NIAGARA	57	5	0	2	64	4,124,132	6,683,698
STRATFORD	2	0	0	0	2	1,790	13,865
SUDBURY	29	2	0	0	31	1,164,085	1,627,720
THUNDER BAY	8	1	0	0	9	540,131	785,619
TORONTO	716	111	9	24	860	45,057,151	123,917,695
TRENTON	3	0	0	1	4	525,800	342,318
WINDSOR	34	6	0	0	40	975,441	2,566,965
AUTRES/OTHERS	402	88	3	15	508	23,545,236	51,845,252
<b>TOTAL</b>	<b>1,832</b>	<b>290</b>	<b>16</b>	<b>79</b>	<b>2,217</b>	<b>103,214,073</b>	<b>254,707,475</b>
<b>MANITOBA</b>							
WINNIPEG	141	11	0	11	163	12,990,360	21,722,826
AUTRES/OTHERS	44	7	0	1	52	1,638,572	2,721,927
<b>TOTAL</b>	<b>185</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>215</b>	<b>14,628,932</b>	<b>24,444,753</b>
<b>SASKATCHEWAN</b>							
MOOSE JAW	3	1	0	0	4	134,250	232,436
PRINCE ALBERT	1	1	0	0	2	1,500	34,306
REGINA	27	5	0	0	32	1,317,137	2,219,523
SASKATOON	36	1	0	1	38	1,203,458	1,856,939
AUTRES/OTHERS	23	25	0	2	50	2,108,357	3,112,732
<b>TOTAL</b>	<b>90</b>	<b>33</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>126</b>	<b>4,764,702</b>	<b>7,455,936</b>

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN SEPTEMBRE 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN SEPTEMBER 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>ALBERTA</b>							
CALGARY	180	52	9	16	257	9,105,225	13,597,010
EDMONTON	118	41	0	5	164	17,476,593	36,397,104
MEDICINE HAT	4	4	0	0	8	230,961	242,062
AUTRES/OTHERS	97	50	6	7	160	6,668,132	8,947,756
TOTAL	399	147	15	28	589	33,480,911	59,183,932
<b>C.-B./B.C.</b>							
CHILLIWACK	4	1	0	0	5	22,066	140,780
COURTENAY	2	0	1	0	3	12,950	61,360
KAMLOOPS	3	2	0	0	5	15,785	396,945
KELOWNA	14	1	0	0	15	613,242	1,097,500
NANAIMO	9	1	0	0	10	45,951	261,861
PRINCE-GEORGE	9	1	0	0	10	277,200	726,314
TERRACE	2	0	0	0	2	2,500	35,406
VANCOUVER	157	29	2	2	190	1,831,657	11,211,982
VERNON	1	0	0	0	1	3,340	10,752
VICTORIA	31	8	0	1	40	343,569	1,523,412
AUTRES/OTHERS	55	13	2	2	72	1,471,058	6,411,360
TOTAL	287	56	5	5	353	4,639,318	21,877,672
<b>T.N.-O./N.W.T.</b>							
TOTAL	2	1	0	0	3	26,374	2,205,058
<b>YUKON</b>							
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
<b>CANADA</b>							
TOTAL	4,359	990	70	162	5,581	254,810,469	715,799,027

**FAILLITES ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES AU COURS  
DES NEUF PREMIERS MOIS DE 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS  
REPORTED FOR THE  
FIRST NINE MONTHS OF 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>T.-N./NFLD.</b>							
ST-JOHN'S	146	25	3	9	183	6,761,983	30,977,571
AUTRES/OTHERS	258	73	2	9	342	12,502,669	24,718,876
TOTAL	404	98	5	18	525	19,264,652	55,696,447
<b>N.-É./N.S.</b>							
HALIFAX	502	165	7	30	704	80,155,128	130,038,634
SYDNEY	125	16	0	6	147	3,687,654	5,935,178
SYDNEY MINES	19	5	0	0	24	295,600	557,058
AUTRES/OTHERS	565	238	13	19	835	32,018,365	76,079,443
TOTAL	1,211	424	20	55	1,710	116,156,747	212,610,313
<b>I.P.-É./P.E.I.</b>							
CHARLOTTETOWN	12	4	1	0	17	277,340	866,883
AUTRES/OTHERS	35	15	0	0	50	1,588,594	4,841,880
TOTAL	47	19	1	0	67	1,865,934	5,708,763
<b>N.-B./N.B.</b>							
FREDERICTON	32	15	1	0	48	1,712,922	5,535,248
MONCTON	54	30	0	2	86	2,779,343	5,658,472
SAINT-JOHN	54	10	0	4	68	3,041,573	6,643,419
AUTRES/OTHERS	211	90	5	2	308	14,309,848	26,541,191
TOTAL	351	145	6	8	510	21,843,686	44,378,330
<b>QUÉBEC</b>							
BAIE-COMEAU	19	5	1	1	26	613,066	749,747
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	136	77	3	2	218	14,846,480	31,348,639
DRUMMONDVILLE	68	26	0	1	95	6,932,946	34,101,539
GRANBY	115	31	0	0	146	4,196,761	8,459,440
HULL/GATINEAU/AYLMER	753	93	0	22	868	27,571,947	60,570,943
MONTRÉAL	5,195	1,389	23	65	6,672	349,670,802	1,144,320,210
QUÉBEC	954	304	42	14	1,314	48,995,449	124,471,894
RIMOUSKI	76	18	1	0	95	2,117,193	4,994,380
ROUYN	58	12	0	0	70	4,214,834	7,074,175
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	78	30	0	1	109	5,658,317	8,948,166
SHAWINIGAN	41	26	0	0	67	2,211,741	4,469,004
SHERBROOKE	125	62	0	0	187	13,902,972	25,646,140
SOREL	57	6	1	0	64	1,456,719	3,581,228
ST-HYACINTHE	49	22	1	0	72	3,044,631	5,381,915
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	138	37	3	0	178	11,028,516	19,954,223
ST-JERÔME	135	19	0	0	154	4,232,457	8,228,077
THETFORD MINES	28	4	0	0	32	502,951	1,194,673
TROIS-RIVIÈRES	148	60	0	6	214	16,496,938	31,177,885
VICTORIAVILLE	51	32	1	0	84	4,143,516	18,300,907
AUTRES/OTHERS	3,456	1,166	28	51	4,701	410,160,248	724,270,142
TOTAL	11,680	3,419	104	163	15,366	931,998,484	2,267,243,327

**FAILLITES ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES AU COURS  
DES NEUF PREMIERS MOIS DE 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS  
REPORTED FOR THE  
FIRST NINE MONTHS OF 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>ONTARIO</b>							
BARRIE	257	49	0	0	306	15,656,049	31,164,735
BELLEVILLE	93	14	0	12	119	4,620,491	18,104,625
BRANTFORD	143	35	0	5	183	5,827,718	15,570,922
BROCKVILLE	34	4	0	4	42	1,110,762	1,559,871
CHATHAM	48	9	1	5	63	988,844	2,087,442
CORNWALL	103	10	0	4	117	8,973,813	15,874,633
GUELPH	145	20	0	18	183	9,630,978	17,898,481
HAMILTON	1,118	161	1	36	1,316	86,529,876	187,535,846
KINGSTON	230	24	0	66	320	9,090,082	20,927,608
KITCHENER	533	105	0	17	655	28,420,018	69,388,934
LONDON	500	82	7	56	645	20,752,530	39,892,567
MIDLAND	24	5	0	0	29	934,015	1,956,334
NORTH BAY	146	21	1	1	169	3,359,522	8,770,361
ORILLIA	72	24	0	0	96	3,862,494	10,598,825
OSHAWA	519	63	0	19	601	36,881,158	80,161,946
OTTAWA	967	178	2	68	1,215	42,615,454	190,450,954
OWEN SOUND	17	11	0	9	37	1,369,502	4,245,105
PETERBOROUGH	171	31	1	0	203	10,552,654	20,131,909
SARNIA	104	20	4	25	153	4,044,282	7,952,748
SAULT-STE-MARIE	158	20	1	3	182	3,286,078	7,223,069
ST-CATHARINES/NIAGARA	546	66	12	21	645	32,739,833	138,264,103
STRATFORD	36	9	1	4	50	3,442,591	4,655,299
SUDBURY	219	33	2	1	255	5,574,580	11,594,808
THUNDER BAY	88	11	0	1	100	10,277,946	22,028,860
TORONTO	7,031	1,148	40	217	8,436	638,123,867	1,755,843,296
TRENTON	55	5	0	3	63	2,298,603	8,165,440
WINDSOR	274	33	0	13	320	6,156,433	15,409,366
AUTRES/OTHERS	3,802	873	11	212	4,898	262,545,564	550,940,986
TOTAL	17,433	3,064	84	820	21,401	1,259,665,737	3,258,399,073
<b>MANITOBA</b>							
WINNIPEG	1,370	115	3	51	1,539	75,925,984	184,989,584
AUTRES/OTHERS	489	87	2	15	593	21,832,132	34,815,170
TOTAL	1,859	202	5	66	2,132	97,758,116	219,804,754
<b>SASKATCHEWAN</b>							
MOOSE JAW	34	12	1	3	50	2,422,021	3,312,284
PRINCE ALBERT	24	11	1	1	37	1,267,314	2,433,578
REGINA	262	33	4	4	303	10,833,416	18,476,324
SASKATOON	327	48	2	18	395	13,659,256	38,889,303
AUTRES/OTHERS	278	230	2	12	522	30,899,614	53,420,279
TOTAL	925	334	10	38	1,307	59,081,621	116,531,768

**FAILLITES ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES AU COURS  
DES NEUF PREMIERS MOIS DE 1993  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS  
REPORTED FOR THE  
FIRST NINE MONTHS OF 1993  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
<b>ALBERTA</b>							
CALGARY	1,686	333	15	111	2,145	130,863,608	209,758,162
EDMONTON	1,224	315	4	33	1,576	64,309,576	141,174,599
MEDICINE HAT	65	19	1	3	88	2,944,515	4,404,318
AUTRES/OTHERS	1,108	432	13	38	1,591	75,598,631	102,592,835
TOTAL	4,083	1,099	33	185	5,400	273,716,330	457,929,914
<b>C.-B./B.C.</b>							
CHILLIWACK	40	11	0	0	51	639,480	1,755,272
COURTENAY	33	4	1	0	38	344,071	1,049,809
KAMLOOPS	87	12	0	0	99	566,823	2,953,241
KELOWNA	132	36	0	3	171	3,060,189	12,789,775
NANAIMO	63	8	0	1	72	722,948	2,603,174
PRINCE-GEORGE	89	13	0	0	102	1,643,853	4,413,233
TERRACE	18	8	0	0	26	477,505	1,462,259
VANCOUVER	1,653	298	17	14	1,982	40,659,454	204,054,541
VERNON	36	9	0	0	45	705,914	1,944,722
VICTORIA	298	73	2	8	381	7,471,133	25,035,031
AUTRES/OTHERS	671	206	15	7	899	24,416,997	86,720,010
TOTAL	3,120	678	35	33	3,866	80,708,367	344,781,067
<b>T.N.-O./N.W.T.</b>							
TOTAL	11	5	0	1	17	922,097	7,086,718
<b>YUKON</b>							
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
<b>CANADA</b>							
TOTAL	41,124	9,487	303	1,387	52,301	2,862,981,771	6,990,170,474



PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)  
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de septembre 1993

Provinces participantes

Report for the month of  
September 1993

Participating Provinces

	Colombie- Britannique — British Columbia	Alberta — Alberta	Saskatchewan — Saskatchewan	Manitoba — Manitoba	Nouvelle-Écosse — Nova Scotia	Ile du Prince- Édouard — Prince Edward Island	Total
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois .....	N/A	20	2	Ø	32	1	55
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month .....							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion .....	N/A	121,225.76	59,822.37	77,382.81	N/A	31,133.18	289,564.12
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month .....							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion .....	N/A	Ø	858.92	78,820.69	339,601.00	71,003.00	490,283.61
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month .....							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois .....	N/A	13	0	21	46	0	80
Total number of terminations and defaults during the month .....							